

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2960

23 novembre 2013

SOMMAIRE

AXA Immoselect Luxembourg 1 Strassen S.A.	142043	OT Luxco 3 S.à r.l.	142075
Café-Restaurant Bohey S.à r.l.	142074	OT Luxco 4 Holding & Cy S.C.A.	142075
Capaldi Investments S.A.	142073	OT Luxco 4 S.A.	142075
CB Richard Ellis European Warehousing S.à r.l.	142073	Pariter Holding S.A.	142076
CEP III First Equity S.à r.l.	142068	Pariter Holding S.A.	142076
Chez Tim s.à r.l.	142072	Parkway International S.à r.l.	142075
CIP - it works	142070	Pegefi S.A.	142078
Cirius S.A.	142072	Peninsula International (Lux) Limited S. à r.l.	142077
Clervaux Invest Sàrl	142080	Pergam	142076
Clownvis B.V.	142072	Pergam International S.A.	142076
Cobois S.A.	142074	Pergam Properties	142076
Colle Développement S.A.	142080	Pergam Properties II A S.C.A.	142078
Compagnie Financière an Muileann S.A.	142072	Pictet Europe S.A.	142078
Compagnie Internationale de Trading et Consulting	142074	Pierrí s.à r.l.	142077
CP Realty II S.à.r.l.	142071	Pizzeria Girassol S.à r.l.	142078
Credit Suisse International Finance (Luxembourg) S.A.	142073	Planète Communication	142078
Designbureau S.à r.l.	142069	Polytec S.A.	142079
Discovery Luxembourg Holdings 1 S.à r.l.	142070	Promark Holding S.A.	142079
Ditco International S.à r.l.	142070	Pronuphar S.A.	142077
Dominion Diamond (Luxembourg) S.à r.l.	142068	Prophouse Luxembourg Sàrl	142079
Duférco International Trading Holding S.A.	142068	QS Finance Luxembourg	142079
Lettershop Luxembourg S.A.	142073	Quatre Chênaux Holding S.A.	142077
Lettershop Luxembourg S.A.	142071	Quinlan Private ESPF Investments #2 S.à r.l.	142079
Lone Star Capital Investments S.à r.l.	142034	Rebrifi SPF S.A.	142080
Or Investissements S.A.	142076	Rock-Equipment S.A.	142080
OT Luxco 3 & Cy S.C.A.	142075	Roses Luxco SCA	142077
		Saint Gervais Realty S.à r.l.	142080
		Saintstone S.A.	142080
		Sebino Properties S.à r.l.	142034
		Sina International S.A.	142074
		White Shell S.à r.l.	142034

Lone Star Capital Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 91.796.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148125/10.

(130181445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Sebino Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 140.000,00.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 137.311.

White Shell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.000,00.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 181.729.

L'an deux mille treize, le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché du Luxembourg.

A Comparu:

SRE ONE S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 143056,

ici représentée par Madame Vania BARAVINI, dirigeante, demeurant à L-4062 Esch-sur-Alzette 89, rue Clair Chêne, spécialement mandatée à cet effet par procuration en date du 15 novembre 2013.

La prédicte procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement,

agissant en sa qualité d'associé unique de «SEBINO PROPERTIES S.à r.l.» (ci-après également «la Société»), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 137311, constituée en date du 15 février 2008 suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 966, page 46336 du 18 avril 2008. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 9 octobre 2013 suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C n. 2553, page 122534, le 15 octobre 2013.

L'associé unique, représentée comme stipulé ci-dessus, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Qu'il est le seul associé détenteur de la totalité des parts sociales représentatives de l'intégralité du capital social de la Société, et en conséquence, peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, dont il déclare avoir pris connaissance.

II. Que la Société n'a pas émis d'obligations.

III. Que les documents suivants se trouvent à la disposition de l'assemblée générale:

1) Le Projet de scission partielle du 10 octobre 2013 publié au Mémorial C numéro 2582 du 17 octobre 2013;

2) Une attestation émanant de l'associé unique concernant sa renonciation en vertu de l'article 296(2) à l'application des articles 293 et 295 paragraphe (1), (c) et (d) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après dénommée également «la Loi»);

3) L'état comptable de la Société au 9 octobre 2013 ayant été utilisé aux fins de l'opération de scission;

4) Une certification du conseil de gérance de la Société attestant que les documents prévus à l'article 295 (1) de la Loi, à l'exception de ceux auxquels l'associé unique a renoncé en application de ladite Loi, ont été tenus à la disposition des associés, au siège social de la Société, un moins au moins avant la date de la réunion de la présente assemblée;

IV. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Présentation du projet de scission partielle de la Société par la constitution d'une nouvelle société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois à dénommer White Shell S.à r.l., avec siège social au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, la scission devant s'opérer par le transfert, sans dissolution de la Société, d'une partie du patrimoine de celle-ci, activement et passivement, à la nouvelle société mentionnée ci-dessus, plus précisément par le transfert et l'apport à la société nouvelle à constituer et à dénommer «White Shell S.à r.l.» (ci-après également la «société bénéficiaire») d'une

branche d'activités immobilières relative aux biens immobiliers sis à Arzachena (Italie) - Località Cala del Faro SNC, étage: T-1 lot: 3, édifice 6 - et de toutes les activités, actifs et passifs, en relation avec l'immobilier en question ainsi qu'avec tous les droits et obligations s'y rattachant, tels que plus amplement désignés et décrits au paragraphe 11. projet de scission partielle (ci-après également la «branche d'activités de Arzachena»), étant entendu que la Société participant à la scission continue à exister avec la partie restante de son patrimoine actif et passif, conformément au projet de scission, daté du 10 octobre 2013, ayant été publié au Mémorial C numéro 2582 du 17 octobre 2013, conformément aux articles 290 et 307 de la Loi.

2. Renonciation en vertu de l'article 296 de la Loi à l'application de l'article 293 et de l'article 295 paragraphe 1 c) et d) de la Loi et constatation que les articles 294 et 295 en ce qui concerne le rapport d'expert sont inapplicables en vertu de l'article 307 (5) de la Loi.

3. Constatation en vertu de l'article 294 (3) de la Loi de l'absence d'un Rapport de Réviseur d'entreprises agréé, étant donné que la société issue de la scission est une Sàrl.

4. Constatation de l'exécution des autres obligations résultant de l'article 295 de la Loi.

5. Approbation du projet de scission, décision de réaliser la scission partielle de la Société et la création et la constitution d'une nouvelle société à responsabilité limité de droit luxembourgeois White Shell Sàrl, avec siège social au 92, rue de Bonnevoie, à L-1260 Luxembourg, et approbation des statuts inclus dans le projet de scission, tel que publié au Mémorial C numéro 2582 du 17 octobre 2013.

6. Approbation des modalités de réduction du capital social de la Société et des modalités d'attribution à l'associé unique de la Société scindée des parts sociales de la nouvelle société White Shell Sàrl, conformément au projet de scission tel que publié.

7. Approbation du transfert à la société bénéficiaire, d'une partie des éléments du patrimoine faisant l'objet de la scission partielle moyennant l'attribution des parts sociales de la nouvelle société White Shell Sàrl à l'associé unique de la Société scindée et ce conformément au projet de scission tel que publié.

8. Nomination du gérant unique de White Shell Sàrl:

Private Trustees S.A., 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, R.C.S Luxembourg B 74700, TVA: LU 1870 3546, représentée par son administrateur-délégué Madame Catherine DOGAT, demeurant professionnellement au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg

9. Constatation de la réalisation de la scission au sens de l'article 301 de la Loi sans préjudice des dispositions de l'article 302 de la Loi sur l'effet de la scission vis-à-vis des tiers.

10. Divers.

Ensuite, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associé unique déclare avoir pris connaissance du projet de scission partielle de la Société, par la constitution d'une nouvelle société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois à dénommer White Shell S.à r.l. avec siège social au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg (ci-après également la «société bénéficiaire des apports résultant de la scission» ou également la «société bénéficiaire»); la scission devant s'opérer par le transfert, sans dissolution de la Société, d'une partie du patrimoine de celle-ci, activement et passivement, à la nouvelle société mentionnée ci-dessus, étant entendu que la Société continue à exister avec la partie restante de son patrimoine actif et passif comme exposé dans le projet de scission daté du 10 octobre 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2582 du 17 octobre 2013, conformément aux articles 290 et 307 de la Loi;

Deuxième résolution:

L'associé unique de la Société a renoncé, en application de l'article 296 de la Loi, à la rédaction du rapport des organes de gestion de la Société scindée tel que prévu à l'article 293, paragraphe (1) de la Loi, et à l'application de l'article 295, paragraphe (1) c) et d) de la Loi;

L'associé unique de la Société déclare avoir également renoncé à la faculté de soumettre à l'examen le projet de scission par un expert indépendant, donc à la rédaction du rapport écrit devant être établi à ce sujet par ce dernier, tel que prévu à l'article 294, paragraphe (1), et qu'il n'est pas requis d'établir un tel rapport de réviseur d'entreprises sur base des articles 26-1 et 32-1 de la Loi, étant donné que la société bénéficiaire issue de la scission est une société à responsabilité limitée.

L'associé unique constate encore, pour autant que de besoin, que les parts sociales de la nouvelle société bénéficiaire des apports résultant de la scission sont attribuées à l'associé de la Société scindée, proportionnellement à ses droits dans le capital social de la Société scindée. L'associé unique de la société scindée recevra, pour 1 part sociale de la société scindée annulée 1 part sociale nouvelle de la société bénéficiaire, sans paiement de soultre en espèces. L'article 307 (5) de la Loi est applicable et en conséquence les articles 294 et 295 en ce qui concerne le rapport d'experts ne sont pas applicables dans le cadre de la présente opération de scission.

Troisième résolution:

L'associé unique constate qu'il a été satisfait par la Société à tous les devoirs d'informations retenus à l'article 295 de la Loi pour autant qu'il n'y ait pas été renoncé d'une façon expresse suite à la deuxième résolution prise ci-dessus.

En particulier les documents prévus à l'article 295 paragraphe (1) a) et b) ont été déposés un mois au moins avant la date des présentes au siège social de la société SEBINO PROPERTIES S.à r.l. pour permettre à l'associé unique d'en prendre connaissance conformément à la loi, tel qu'il ressort de la certification émise par le gérant unique de la société SEBINO PROPERTIES S.à r.l. à cet effet.

Quatrième résolution - Réduction du capital

L'associé unique décide d'approuver les modalités de réduction du capital social de la Société scindée tel que prévu dans le projet de scission susmentionné et de réduire le capital à concurrence d'un montant de EUR 35.000,- (trente-cinq mille euros) en vue de le ramener de son montant d'EUR 140.000,- (cent-quarante mille euros) à un montant de EUR 105.000,- (cent cinq mille euros) cette réduction s'effectuant moyennant annulation des 3.500 (trois mille cinq-cents) parts sociales d'une valeur nominale d'EUR 10,- (dix euro) chacune appartenant à l'associé unique de la société scindée et devant être annulées contre remise des parts sociales de la société bénéficiaire, comme suit:

Société bénéficiaire: Les 3.500 (trois mille cinq cents) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'EUR 10,- (dix euros) chacune qui seront émises par la société White Shell S.à r.l. seront remises à l'associé unique de la société scindée à la date de ce jour, jour de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire de la société scindée appelée à se prononcer sur l'approbation du projet de scission, en contrepartie de l'apport de la branche d'activités immobilières de Arzachena, activement et passivement, sans exception, faisant l'objet de la présente scission partielle. La remise de ces parts sociales s'effectuera moyennant inscription de l'associé unique de la société scindée dans le registre des associés de la société White Shell S.à r.l. en tant que propriétaire de 3.500,- (trois mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale d'EUR 10,- (dix euros) chacune et représentatives de l'intégralité du capital social de la société White Shell S.à r.l.

L'annulation des 3.500 (trois mille cinq cents) parts sociales s'effectuera moyennant inscription de cette annulation dans le registre des associés de la société SEBINO PROPERTIES S.à r.l. moyennant notification de cette information à la société scindée en application de l'article 190 de la Loi et en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Les nouvelles parts sociales émises par la société bénéficiaire donneront droit, à partir de la date de ce jour, date de l'assemblée générale de la société scindée appelée à se prononcer sur l'approbation du projet de scission, de participer aux bénéfices de la société bénéficiaire des apports résultant de la scission et bénéficieront de tous les autres droits attachés à ces parts sociales et en particulier au droit de vote à raison d'une voix par part sociale.

Cinquième résolution:

L'associé unique décide d'approuver, en conformité à l'article 307 (3) de la Loi, le projet de scission tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2582 du 17 octobre 2013, dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception ni réserve, et décide de réaliser la scission partielle de la Société par la création et la constitution d'une nouvelle société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, White Shell S.à r.l. qui aura son siège social au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Ainsi, conformément au projet de scission approuvé, l'associé décide que:

- sur base des éléments du patrimoine de la Société scindée qui seront transférés à la société bénéficiaire des apports résultant de la scission, tel que plus amplement décrit dans le projet de scission, la situation comptable d'ouverture de la nouvelle société se présentera tel que détaillé au paragraphe «libération» du projet constitutif de la nouvelle société bénéficiaire des apports résultant de la scission de SEBINO PROPERTIES S.à r.l.

- Il sera procédé dans le chef de la société à scinder à une réduction du capital social à concurrence d'un montant de EUR 35.000,- (trente-cinq mille euros) en vue de le ramener de son montant d'EUR 140.000,- (cent-quarante mille euros) à un montant de EUR 105.000,- (cent cinq mille euros) cette réduction s'effectuant moyennant annulation des 3.500 (trois mille cinq-cents) parts sociales d'une valeur nominale d'EUR 10,- (dix euro) chacune appartenant à l'associé unique de la société scindée et devant être annulées contre remise des parts sociales de la société bénéficiaire comme indiqué ci-dessous, de sorte que pour:

- la Société bénéficiaire: Les 3.500 (trois mille cinq cents) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'EUR 10,- (dix euros) chacune seront émises par la société White Shell S.à r.l. et seront remises à l'associé unique de la société scindée, en contrepartie de l'apport de la branche d'activités immobilières de Arzachena, activement et passivement, sans exception, faisant l'objet de la présente scission partielle. La remise de ces parts sociales s'effectuera moyennant inscription de l'associé unique de la société scindée dans le registre des associés de la société White Shell S.à r.l.

- L'annulation des 3.500 (trois mille cinq cents) parts sociales s'effectuera moyennant inscription de cette annulation dans le registre des associés de la société SEBINO PROPERTIES S.à r.l. et moyennant notification de cette information à la société scindée en application de l'article 190 de la Loi et en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

- Les nouvelles parts sociales émises par la société bénéficiaire donneront droit, à partir de la date de l'assemblée générale de la société scindée appelée à se prononcer sur l'approbation du projet de scission, de participer aux bénéfices de la société bénéficiaire des apports résultant de la scission et bénéficieront de tous les autres droits attachés à ces parts sociales et en particulier au droit de vote à raison d'une voix par part sociale.

- D'un point de vue comptable, les opérations de la société scindée seront considérées comme accomplies pour le compte de la société bénéficiaire des apports résultant de la scission le 9 octobre 2013. Entre les sociétés en cause, la scission prendra effet le jour d'approbation par l'assemblée générale extraordinaire de la société scindée de l'opération de scission et plus particulièrement du projet de scission dans son ensemble.

- A l'égard des tiers, la scission prendra effet à partir de la date de publication faite conformément à l'article 9 de la Loi de l'assemblée générale extraordinaire de la société scindée ayant décidé de l'approbation du projet de scission dans son ensemble.

- En ce qui concerne les biens immobiliers transférés à la société bénéficiaire ainsi que les sûretés et les obligations y rattachées, les opérations de la société scindée ainsi que le transfert de ces biens prendront effet à compter de la date où toutes les formalités d'enregistrement et de transcription de ces biens auront été accomplies conformément aux lois et aux règlements en vigueur et régissant la matière.

- La société bénéficiaire des apports résultant de la scission pourront procéder elles-mêmes à ces formalités.

- Aucun droit spécial n'est actuellement accordé à l'associé unique de la société scindée et il n'existe actuellement aucun porteur de titres autres que les parts sociales représentatives du capital de la société scindée, de sorte qu'aucun droit spécial ne doit être assuré par la société bénéficiaire à l'associé unique de la société scindée et aux porteurs de titres autres que les parts de la société scindée.

- Aucun avantage particulier n'est attribué aux experts au sens de l'article 294 de la loi sur les sociétés commerciales, aux membres du conseil de gérance ainsi qu'au commissaire aux comptes de la société scindée.

- En application de l'article 291 de la loi sur les sociétés commerciales, une assemblée générale notariée de la société scindée, approuvant la scission, est tenue en date de ce jour, un mois au moins après la publication du projet de scission conformément à l'article 290 de la loi sur les sociétés commerciales.

Sixième résolution:

Suite à ce qui précède, l'associé unique siégeant en assemblée générale, décide, comme élément de scission, la constitution d'une nouvelle société bénéficiaire des apports résultant de la scission et qui sera dénommée White Shell S.à r.l.

L'associé unique a requis le notaire instrumentant de constater authentiquement les statuts de la société bénéficiaire tels que publiés au Mémorial C numéro 2582 du 17 octobre 2013, lesquels sont de la teneur suivante:

White Shell S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social: 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangères ayant comme activité principale une activité immobilière, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société a également comme objet, la promotion, l'échange, la négociation, l'achat et la vente, la location et la gérance de tous biens immobiliers, détenus pour compte propre, bâtis ou non bâtis, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra en outre à titre accessoire employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et faire mettre en valeur ces titres et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

En général, la Société pourra prendre toute mesure de contrôle et de surveillance pour sauvegarder ses droits et pourra, aux conditions et dans les termes prévus par la loi, réaliser toute opération financière, mobilière, immobilière, commerciale et industrielle qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination: «White Shell S.à r.l.».

Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social est établi à Luxembourg - Ville.

5.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 Capital Souscrit et Libéré

6.1.1 Le capital social est fixé à 35.000 EUR (trente-cinq mille Euros) représenté par 3.500 (trois mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 10,00 EUR (dix euros), toutes entièrement souscrites et libérées.

6.1.2 A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 Transfert de Parts Sociales

6.5.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.5.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.5.3 Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non - associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.5.4 Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Gérance.

7.1 Nomination et Révocation

7.1.1 La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

7.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

7.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

7.2 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.3 Représentation et Signature Autorisée

7.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

7.3.2 La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la seule signature d'un des membres du conseil de gérance.

7.3.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

7.3.4 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.4 Président, Vice-Président, Secrétaire, Procédures

7.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

7.4.2 Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui, signés par le président et le secrétaire ou par un notaire, seront déposées dans les livres de la Société.

7.4.3 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un quelconque gérant.

7.4.4 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.4.5 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

7.4.6 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

7.4.7 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par «conference call» via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5 Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés.

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le dernier vendredi du mois de juin, à 16h00.

9.2 Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.

11.1 Exercice Social

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

11.2 Comptes Annuels

11.2.1 A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits.

12.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

12.2 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

12.3 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Art. 13. Dissolution - Liquidation.

13.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

13.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

13.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 14. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Art. 15. Modification des statuts. Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2015.

Les premiers gérants sont élus par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés suivant immédiatement la constitution de la Société.

Libération

Les premiers gérants sont élus par l'Associé unique directement après la constitution de la présente Société.

Septième résolution:

Transfert du patrimoine faisant l'objet de la scission

L'assemblée décide d'approuver le transfert à la société bénéficiaire des apports résultant de la scission, des éléments du patrimoine faisant l'objet de la scission partielle moyennant l'attribution des parts sociales de White Shell S.à r.l. à l'associé unique de la Société scindée et ce conformément au projet de scission tel que publié;

Souscription

Le capital social de White Shell S.à r.l. s'élevant à EUR 35.000,- (trente-cinq mille euros) est souscrit entièrement par l'associé unique de la société scindée proportionnellement à ses droits dans le capital de la société scindée, à savoir SRE ONE S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 143056.

L'associé unique prénommé souscrit 3.500 (trois mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 10,00 EUR (dix euros) chacune.

Libération

Le capital social de White Shell S.à r.l. d'un montant EUR 35.000,- (trente-cinq mille euros) tel que figurant à l'article 6 du projet des statuts ci-avant, sera libéré conformément au projet de scission partielle par l'apport et le transfert à la société bénéficiaire des actifs et des passifs de la société scindée constituant la branche d'activités immobilières de Arzachena.

ACTIF

a) Pleine propriété d'un bien immobilier sis à Arzachena (Italie), Località Cala del Faro SNC, étage: T-1 lot: 3, édifice 6 pour un montant de EUR 1.257.830.

Description juridique:

La société bénéficiaire, White Shell S.à r.l. reprendra description de l'immeuble suivant qui sera transféré à la société bénéficiaire:

Un immeuble avec toutes ses appartenances et dépendances, sis à Arzachena (Italie), Località Cala del Faro SNC, étage: T-1 lot: 3, édifice 6, inscrit au bureau du cadastre de Sassari (Italie), folio n. 5, parcelle 1321 Sub 58, Catégorie A/2, Classe 5, immeuble d'habitation - anciennement identifié au folio 5, parcelle 1247 Sub 46, Catégorie A/2, Classe 5.

L'immeuble sera transféré à la société bénéficiaire (i) dans l'état où il se trouve actuellement, sans garantie ni répétition de part et d'autre, pour raison, soit de mauvais état des bâtiments, soit de vices même cachés, soit enfin d'erreur dans la désignation ou dans la contenance indiquée, la différence de mesure en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième et (ii) avec les installations générales relatives à cet immeuble et les droits et obligations y afférents tels que des éventuelles demandes d'autorisations en cours, assurances, contrats d'approvisionnement en eau, électricité, etc. (iii) ainsi que tous impôts, contributions et en général toutes les charges et taxes publiques grevant l'immeuble (iv) et en général tous autres droits et obligations quelconques en rapport avec ledit bien immobilier même si non spécialement énoncés dans le présent projet de scission et dans le bilan d'ouverture ci-dessus.

Origine de propriété

La société scindée est propriétaire de l'immeuble susmentionné qui sera transféré à la société bénéficiaire pour l'avoir acquis de la société Franciacorta Gestioni Immobiliari S.r.l., aux termes d'un acte d'apport reçu en Italie par le notaire Maître Calini Giovanni, notaire de résidence à Brescia (Italie), en date du 29 septembre 2009, sous le numéro 88237 de son répertoire.

Hypothèque

L'immeuble susmentionné et transféré à la société est grevé des inscriptions hypothécaires conventionnelles suivantes inscrites auprès de l'*«Agenzia del Territorio - Servizio di Pubblicità Immobiliare di Tempio Pausania»* (Italie):

Une première hypothèque inscrite le 28 juin 2004 sous le numéro 7151/1107 au profit de la société Deutsche Bank Mutui S.p.A., une banque italienne, avec siège social à Milano (Italie), via M. Gioia n. 8, à charge de la société SARDEGNA 97 S.r.l. en vertu d'un acte passé le 23 juin 2004 par-devant Maître R. Gallavresi, sous le numéro 6157/3503 de son répertoire, contenant ouverture de crédit par la société «Deutsche Bank Mutui S.p.A.» à la société SARDEGNA 97 S.r.l., prénommée d'une somme de EUR 1.150.000,- pour sûreté et garantie de toutes les sommes qui pourraient être dues directement ou indirectement à ladite banque par suite de l'ouverture de crédit susmentionnée.

Cette hypothèque a été fractionnée en vertu d'un acte passé le 1^{er} août 2006 par-devant Maître Giovanni Battista Calini, notaire de résidence à Brescia (Italie), sous le numéro 80.049/21749 de son répertoire, avec inscription le 21/08/2006 sous le numéro 11654/1959, et la partie correspondante à la parcelle 1321 précitée est la quote-part n.1.

Une deuxième hypothèque inscrite le 5 août 2006 sous le numéro 10986/1757 au profit de la société Deutsche Bank Mutui S.p.A., une banque italienne, avec siège social à Milano (Italie), via M. Gioia n. 8, à charge de la société FRANCIA-CORTA Gestioni IMMOBILIARI S.r.l. en vertu d'un acte passé le 1er août 2006 par-devant Maître Giovanni Battista Calini, notaire de résidence à Brescia (Italie), sous le numéro 80052/21751 de son répertoire, contenant ouverture de crédit par la société «Deutsche Bank Mutui S.p.A.» à la société FRANCIA-CORTA Gestioni IMMOBILIARI S.r.l., prénommée d'une somme de EUR 340.000,- pour sûreté et garantie de toutes les sommes qui pourraient être dues directement ou indirectement à ladite banque par suite de l'ouverture de crédit susmentionnée.

b) Comptes de régularisation actif - Charges 2014 constatées d'avances en rapport avec le bien immobilier mentionnés sub. a) pour un montant de EUR 1.627,86.

PASSIF

c) Autres provisions pour un montant de EUR 9.947,26.

d) Une première dette hypothécaire envers la banque Deutsche Bank Mutui S.p.A. susmentionnée en relation à l'immeuble sis à Arzachena plus amplement détaillé ci-avant, en vertu d'un acte notarié passé à Brescia (Italie), le 1er aout 2006 par-devant Maître Giovanni Battista Calini, sous le numéro 80049 de son répertoire, et contenant ouverture de crédit par la société Deutsche Bank Mutui S.p.A., prénommée en faveur de la société FRANCIA-CORTA Gestioni IMMOBILIARI S.r.l. d'une somme de EUR 700.000,-. Ladite dette hypothécaire a été apportée à la société SEBINO PROPERTIES S.à r.l. et reprise par cette dernière au titre d'un acte d'apport signé à Luxembourg en date du 31 juillet 2009 par devant Maître Jacques DELVAUX notaire alors de résidence à Luxembourg et enregistré en Italie suivant acte reçu par le notaire Maître Calini Giovanni, notaire de résidence à Brescia (Italie), en date du 29 septembre 2009, sous le numéro 88237 de son répertoire. Le solde redû par SEBINO PROPERTIES S.à r.l. en principal au 01/08/2013 en rapport avec cette dette hypothécaire s'élève à EUR 520.019,57 et les intérêts courus au 09/10/2013 à EUR 1.455,19 (remboursements par tranches trimestrielles, la prochaine échéance étant le 01/11/2013).

e) Une deuxième dette hypothécaire envers la banque Deutsche Bank Mutui S.p.A. susmentionnée en relation à l'immeuble sis à Arzachena plus amplement détaillé ci-avant, en vertu d'un acte notarié passé à Brescia (Italie), le 1^{er} aout 2006 par-devant Maître Giovanni Battista Calini, sous le numéro 80052 de son répertoire, et contenant ouverture de crédit par la société Deutsche Bank Mutui S.p.A. prénommée en faveur de la société FRANCIA-CORTA Gestioni IMMOBILIARI S.r.l. d'une somme alors de EUR 340.000,-. Ladite dette hypothécaire a été apportée à la société SEBINO PROPERTIES S.à r.l. et reprise par cette dernière au titre d'un acte d'apport signé à Luxembourg en date du 31 juillet 2009 par devant Maître Jacques DELVAUX notaire alors de résidence à Luxembourg et enregistré en Italie suivant acte

reçu par le notaire Maître Calini Giovanni, notaire de résidence à Brescia (Italie), en date du 29 septembre 2009, sous le numéro 88237 de son répertoire. Le solde redû par SEBINO PROPERTIES S.à r.l. en principal au 01/08/2013 en rapport avec cette dette hypothécaire s'élève à EUR 252.811,14 et les intérêts courus au 09/10/2013 à EUR 707,45 (remboursements par tranches trimestrielles, la prochaine échéance étant le 01/11/2013).

f) Une dette non productive d'intérêts envers l'associé unique d'un montant nominal de EUR 439.000,- dont la durée résiduelle est supérieure à un an.

Il est en outre précisé que par effet de la présente scission et du transfert en faveur de la société bénéficiaire du bien immobilier mentionné sub a) composant la branche d'activités immobilières de Arzachena, tout élément actif ou droit généralement quelconque se rapportant au bien immobilier en question qui n'aurait éventuellement pas été décrit ou attribué dans le projet de scission sera considéré comme étant de fait transféré au profit de la société bénéficiaire.

De même, la société bénéficiaire reprendra à sa charge tout élément passif ou engagement généralement quelconque se rapportant à l'immeuble transféré qui n'aurait éventuellement pas été décrit et attribué dans le projet de scission.

Description comptable

La société bénéficiaire White Shell S.à r.l. recevra les éléments de patrimoine actif et passif suivants formant l'intégralité de la banche d'activités immobilières de Arzachena et aura en conséquence la situation d'ouverture suivante:

WHITE SHELL S.à r.l.

Bilan d'ouverture

ACTIF	EUR	PASSIF	EUR
ACTIF IMMOBILISE		CAPITAUX PROPRES	
Immobilisations corporelles		Capital social	35 000,00
Bien immobilier sis à Arzachena		Prime d'émission	517,25
(Italie)	1 257 830,00		
	1 257 830,00		35 517,25
COMPTES DE REGULARISATION	1 627,86	PROVISIONS	
	1 627,86	Autres provisions	9 947,26
			9 947,26
DETTES NON SUBORDONNEES			
Dettes envers des établis. de crédit			
1 er Emprunt bancaire hypothécaire			
Bien immobilier sis à Arzachena		520 019,57	
Intérêts courus au 09/10/2013		1 455,19	
			521 474,76
2eme Emprunt bancaire hypothécaire			
Bien immobilier sis à Arzachena		252 811,14	
Intérêts courus au 09/10/2013		707,45	
			253 518,59
Autres dettes			
Autres dettes > à 1 an		439 000,00	
			439 000,00
TOTAL ACTIF	1 259 457,86	TOTAL PASSIF	1 259 457,86

Pour rappel, la société bénéficiaire étant une société à responsabilité limitée, il n'a pas été procédé à l'établissement d'un rapport d'un réviseur d'entreprises indépendant sur l'évaluation de l'apport autre qu'en numéraire.

Attribution

En contrepartie de cet apport, les 3.500 (trois mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, de la société présentement constituée, sont attribués à l'associé unique de la société SEBINO PROPERTIES S.à r.l., à savoir SRE ONE S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 143056.

Huitième résolution

L'associé unique de la société bénéficiaire et présentement constituée White Shell S.à r.l., prend les résolutions suivantes:

La nouvelle société sera gérée par un gérant unique qui se dénomme comme suit:

- Private Trustees S.A., 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, R.C.S Luxembourg B 74700, TVA: LU 1870 3546, (qui sera elle-même représentée par son administrateur-délégué Madame Catherine DOGAT, demeurant professionnellement au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg).

Le mandat du gérant unique prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015 statuant sur les comptes 2014;

Le siège social est fixé au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg. Le numéro d'immatriculation de White Shell S.à r.l. est le 2013 24 49 237.

Neuvième résolution:

L'associé unique constate que:

- Conformément à l'article 301 de la Loi, la scission est réalisée entre les parties avec effet à partir de la date du présent acte;

- D'un point de vue comptable, les opérations de la société SEBINO PROPERTIES S.à r.l. seront considérées comme accomplies, en ce qui concerne les éléments du patrimoine transférés à la nouvelle société, pour compte de la société bénéficiaire WHITE SHELL S.à r.l. à compter du 9 octobre 2013.

- Conformément à l'article 302 de la Loi, la scission n'aura d'effet à l'égard des tiers qu'après la publication faite conformément à l'article 9 de la Loi.

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément.

Déclaration notariée

Par application de l'article 300 (2) de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée, le notaire soussigné, sur le vu également de la certification du gérant unique, déclare avoir vérifié, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société scindée et du projet de scission, tels que requis par la Loi.

Dixième résolution:

Suite à ce qui précède, l'associé unique de la société scindée, siégeant en assemblée générale, décide suite à la réduction du capital social, de modifier l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à EUR 105.000,- (cent et cinq mille euros) représenté par 10.500 (dix mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 2.200 (deux mille deux cents euros).

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom, état et demeure, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: V. BARAVINI, C. DELVAUX

Enregistré à Redange/Attert, le 19 novembre 2013. Relation: RED/2013/1949. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 19 novembre 2013.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013161662/530.

(130196950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

AXA Immoselect Luxembourg 1 Strassen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 137.856.

—
DEMERGER PLAN

The board of directors of AXA Immoselect Luxembourg 1 Strassen S.A., a public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 137856 (the Demerged Company), has approved the following demerger plan (the Demerger Plan) on 6 November 2013, in accordance with articles 289 and 307 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act):

WHEREAS:

(A) The board of directors of the Demerged Company intends to implement a demerger of the Demerged Company, in accordance with the provisions of Section XV of the Companies Act (the Demerger) by means of a transfer of the

entirety of the assets and liabilities of the Demerged Company to the benefit of two new companies to be incorporated under the form of Luxembourg public limited companies (sociétés anonymes) (respectively the Recipient Company 1 and the Recipient Company 2, and collectively, the Recipient Companies).

(B) The Demerger is subject to the approval by the general meeting of the sole shareholder of the Demerged Company (the Sole Shareholder) that will be called to decide on, amongst other things, the Demerger (the General Meeting), in accordance with articles 291 and 307 of the Companies Act.

(C) In accordance with article 290 of the Companies Act, this Demerger Plan will be published in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) at least one month before the date of the holding of the General Meeting.

IT IS AGREED as follows:

1. Features of the demerged company and the recipient companies (article 261 (2) (a) of the companies act).

(a) The Demerged Company

The Demerged Company is a Luxembourg public limited liability company, having its registered office at 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 137856.

Its share capital is currently set at EUR 126,000 (one hundred and twenty-six thousand Euro), divided into 5,040 (five thousand forty) shares with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each, fully paid up. The Demerged Company has not issued other securities in addition to the shares representing its share capital.

(b) The Recipient Company 1

The Recipient Company 1 shall be incorporated at the General Meeting as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) under the name of Espace Strassen S.A" or any other legal name to be decided upon by the General Meeting, if the name of "Espace Strassen S.A." is no more available at the Completion Date (as defined in clause 5.1).

The registered office of the Recipient Company 1 will be set at 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

The draft articles of incorporation of the Recipient Company 1, in German language, are attached to the present Demerger Plan as Schedule 1,

(c) The Recipient Company 2

The Recipient Company 2 shall be incorporated at the General Meeting as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) under the name of "Strassen Centre S.A" or any other legal name to be decided upon by the General Meeting, if the name of "Strassen Centre S.A. " is no more available at the Completion Date (as defined is defined in clause 5.1).

The registered office of the Recipient Company 2 will be set at 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

The draft articles of incorporation of the Recipient Company 2, in German language, are attached to the present Demerger Plan as Schedule 2.

2. Exchange ratio.

2.1 Exchange ratio (article 289 (2) b) of the Companies Act

(a) The Recipient Company 1

The Recipient Company 1 will issue 9,369,423 (nine million three hundred sixty-nine thousand four hundred twenty-three) ordinary shares with a nominal value of EUR 0.01 (one cent) (the Recipient Company 1 Shares) at its incorporation. The Recipient Company 1 Shares shall be allotted in their entity to the Sole Shareholder in exchange of the transfer by the Sole Shareholder of all the assets, agreements and liabilities to be transferred to the Recipient Company 1 at the General Meeting in accordance with the terms of this Demerger Plan.

(b) The Recipient Company 2

The Recipient Company 2 will issue 3,230,577 (three million two hundred thirty thousand five hundred seventy-seven) ordinary shares with a nominal value of EUR 0.01 (one cent) (the Recipient Company 2 Shares) at its incorporation. The Recipient Company 2 Shares shall be allotted in their entity to the Sole Shareholder in exchange of the transfer by the Sole Shareholder of all the assets, agreements and liabilities to be transferred to the Recipient Company 2 at the General Meeting in accordance with the terms of this Demerger Plan.

3. Contributions - Capital at incorporation.

3.1 Valuation of the contribution

The assets and liabilities of the Demerged Company contributed to the Recipient Company 1 and the Recipient Company 2 pursuant to the Demerger shall be recorded at their net accounting value.

3.2 Accounting date of the Demerger (article 289 (2) e) of the Companies Act)

For accounting purposes, the Demerger shall be deemed to have been carried out as from the 1 July 2013. Therefore, as of this date, all the transactions carried out by the Demerged Company shall be treated for accounting purposes as being carried out by the Recipient Company 1 or the Recipient Company 2, as applicable.

3.3 Description and allocation of the assets and liabilities of the Demerged Company (the Assets and Liabilities) to be transferred to each of the Recipient Companies (article 289 (2) h) of the Companies Act)

(a) Recipient Company 1

Without prejudice to clause 5.2, the real estate object called "Espace Strassen" located in Strassen, 5, rue des Primeurs, on a site recorded in the land register (Kataster) of the municipality of Strassen, under section B "der Wälder", location called "auf Watlicht", number 43/3671, groß 89 Ar 79 Zentiar, together with all assets, agreements and liabilities as at the Completion Date in relation thereto, with the indicative list being set out under the column "Espace" as per the attached proforma financial statements, based on the interim financial statement of the Company as of 30 June 2013 in Schedule 3, shall be transferred by the Demerged Company to the Recipient Company 1.

(b) Recipient Company 2

Without prejudice to clause 5.2, the real estate object "Strassen Business Center" located in Strassen, 7, rue des Primeurs, on a site recorded in the land register (Kataster) of the municipality of Strassen, under section B "der Wälder", location called "auf Watlicht", number 43/3399, groß 31 Ar 43 Zentiar, together with all assets, agreements and liabilities as at the Completion Date in relation thereto, with the indicative list being set out under the column "SBCII" as per the attached pro-forma financial statements, based on the interim financial statement of the Company as of 30 June 2013 in Schedule 3, shall be transferred by the Demerged Company to the Recipient Company 2.

(c) Unallocated assets, agreements and liabilities

If any assets, whether known or unknown, of the Demerged Company cannot be allocated to the Recipient Company 1 or the Recipient Company 2 pursuant to the operation of clause 3.3 (a) and (b) above and where the interpretation of this Demerger Plan does not make a decision on its assignment possible, any such asset, shall be allocated to all the Recipient Companies in proportion to the assets contributed and assigned to each of them.

If any liabilities, whether known or unknown, of the Demerged Company cannot be allocated to the Recipient Company 1 or the Recipient Company 2 pursuant to the operation of clause 3.3 (a) and (b) above and where the interpretation of this Demerger Plan does not make a decision on its assignment possible, each of the Recipient Companies shall be jointly and severally liable therefore. The joint and several liability of the Recipient Companies shall however be limited to the net assets assigned to each of them.

3.4 Net assets

(a) Recipient Company 1

As a result of the transfer of the assets, agreements and liabilities of the Demerged Company to the Recipient Company 1, the net asset value representing the assets and liabilities transferred by the Demerged Company shall be allocated to the share capital of the Recipient Company 1 for an amount of EUR 93,964.23 (ninety-three thousand nine hundred sixty-four euros and twenty-three cents), represented by 9,369,423 (nine million three hundred sixty-nine thousand four hundred twenty-three) ordinary shares with a nominal value of EUR 0.01 (one cent). The balance of the net asset value representing the assets and liabilities transferred by the Demerged Company to the Recipient Company 1 shall be allocated to the accounting items on the liability side of the balance sheet of the Recipient Company 1 that derive from the merger of the respective accounting items on the liability side of the balance sheet of the Demerged Company, in accordance with the principle of continuity of demergers.

(b) Recipient Company 2

As a result of the transfer of the assets, agreements and liabilities of the Demerged Company to the Recipient Company 2, the net asset value representing the assets and liabilities transferred by the Demerged Company shall be allocated to the share capital of the Recipient Company 2 for an amount of EUR 32,305.77 (thirty-two thousand three hundred five euros seventy-seven cents), represented by 3,230,577 (three million two hundred thirty thousand five hundred seventy-seven) ordinary shares with a nominal value of EUR 0.01 (one cent). The balance of the net asset value representing the assets and liabilities transferred by the Demerged Company to the Recipient Company 2 shall be allocated to the accounting items on the liability side of the balance sheet of the Recipient Company 2 that derive from the merger of the respective accounting items on the liability side of the balance sheet of the Demerged Company, in accordance with the principle of continuity of demergers.

3.5 Capital at incorporation

(a) Recipient Company 1

In consideration for the contribution of the assets, agreements and liabilities of the Demerged Company to the Recipient Company 1, the Recipient Company 1 shall have a share capital at incorporation of EUR 93,964.23 (ninety-three thousand nine hundred sixty-four euros and twenty-three cents), represented by the 9,369,423 (nine million three hundred sixty-nine thousand four hundred twenty-three) Recipient Company 1 Shares.

(b) Recipient Company 2

In consideration for the contribution of the assets, agreements and liabilities of the Demerged Company to the Recipient Company 2, the Recipient Company 2 shall have a share capital at incorporation of EUR 32,305.77 (thirty-two thousand three hundred five euros seventy-seven cents), represented by 3,230,577 (three million two hundred thirty thousand five hundred seventy-seven) Recipient Company 2 Shares.

3.6 Terms for the delivery of the Recipient Company 1 Shares and the Recipient Company 2 Shares (article 289 (2) c) of the Companies Act)

(a) The Recipient Company 1

The Recipient Company 1 Shares shall be issued to the Sole Shareholder on Completion Date (as defined in clause 5.1).

The Recipient Company 1 Shares shall be registered shares. The allocation of the Recipient Company 1 Shares to the Sole Shareholder will be registered in the share register of the Recipient Company 1 on Completion Date or as soon as such register is available, and at the latest fifteen days after the Completion Date.

(b) The Recipient Company 2

The Recipient Company 2 Shares shall be issued to the Sole Shareholder at the Completion Date (as defined in clause 5.1).

The Recipient Company 2 Shares shall be registered shares. The allocation of the Recipient Company 1 Shares to the Sole Shareholder will be registered in the share register of the Recipient Company 2 on Completion Date or as soon as such register is available, and at the latest fifteen days after the Completion Date.

3.7 Date from which the Recipient Company 1 Shares and the Recipient Company 2 Shares shall carry the right to participate in the profits in respectively the Recipient Company 1 and the Recipient Company 2 and any special condition regarding that right (article 289 (2) d) of the Companies Act)

The Recipient Company 1 Shares and the Recipient Company 2 Shares shall be ordinary shares and shall allow their holder(s) to benefit from any payment of dividends and any distribution as from the Completion Date in accordance with the provisions of the Companies Act and respectively the articles of association the Recipient Company 1 and the articles of association the Recipient Company 2.

4. Formalities prior to the demerger.

4.1 Exemptions pursuant to article 307 (5) of the Companies Act

As all the Recipient Company 1 Shares and the Recipient Company 2 Shares shall be allotted to the Sole Shareholder under the Demerger, pursuant to article 307 (5) of the Companies Act, the Demerged Company shall be exempted from:

(i) the requirements relating to the detailed written report from the board of directors addressed to the shareholders explaining the demerger plan and setting out the legal and economic grounds for the Demerger Plan, in particular for the share exchange ratio, as provided for by article 293 of the Companies Act;

(ii) the requirement relating to the examination of the demerger plan by an independent expert as well as a written report by independent expert, as provided for by article 294 of the Companies Act; and

(iii) the requirement whereby interim accounting statements (if applicable), the report from the board of directors and the report of the independent expert shall be made available to the shareholders at least one month prior to the date of the general meeting of shareholders, as provided for by article 295 (c), (d) and (e) of the Companies Act.

4.2 Documents to be made available to the Sole Shareholder

In accordance with article 295 of the Companies Act, the Demerged Company shall make available to the Sole Shareholder, as soon as possible after the signature of the Demerger Plan, and at least one month prior to the date of the General Meeting, at the Demerged Company's registered office, the following documents:

(i) the Demerger Plan; and

(ii) the annual accounts of the Company and the corresponding annual reports for the financial years ended on 31 December 2010, 31 December 2011 and 31 December 2012.

4.3 Publication of the Demerger Plan

The Demerger Plan shall be published in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), at least one month prior to the date of the General Meeting.

4.4 Report on contribution in kind

The Demerged Company shall appoint, as soon as possible after the signature of the Demerger Plan, an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) in charge of the preparation of the reports on contribution in kind provided for by article 26-1 (2) of the Companies Act in respect of the incorporation of the Recipient Company 1 and the Recipient Company 2.

5. Completion and effects of the demerger.

5.1 Completion of the Demerger

The Demerger shall take effect when the General Meeting has been held and all the resolutions contemplated to be taken by the General Meeting in connection with the Demerger have been taken by the General Meeting (the Completion Date).

5.2 Effects of the Demerger

The Demerger shall have the following consequences ipso jure at the Completion Date:

(i) the universal transfer of all of the assets and liabilities of the Demerged Company to the Recipient Company 1 and the Recipient Company 2, as further detailed under clause 3.3;

(ii) the Sole Shareholder shall be allotted with all the Recipient Company 1 Shares and the Recipient Company 2 Shares to be issued by respectively the Recipient Company 1 and the Recipient Company 2 at their incorporation, as provided for by clause 2.1 and, as a result, shall become the sole shareholder of each of the Recipient Companies; and

(iii) the dissolution without liquidation of the Demerged Company.

6. Miscellaneous.

6.1 Rights conferred by the Recipient Companies to the shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them (article 289 (2) f) of the Companies Act)

All the shares representing the share capital of the Demerged Company are identical and confer the same rights and benefits to their holders and, as mentioned under clause 1.1, paragraph a), the Demerged Company has not issued securities in addition to the shares representing its share capital. Therefore, it is not required for the Recipient Companies to issue shares conferring special rights or other securities conferring special rights pursuant to the Demerger under article 299 (1) of the Companies Act.

6.2 Special advantages granted to the independent experts, to the directors of the Demerged Company and to the supervisory bodies of the Demerged Company (article 289 (2) g) of the Companies Act)

No special advantage (within the meaning of article 289 (2) g) of the Companies Act) will be granted to the directors of the Demerged Company nor to the independent auditor of the Demerged Company.

6.3 Formalities - powers - costs

Until the Completion Date, the Demerged Company shall proceed with all formalities necessary or useful to give full effect to the Demerger and to the transfer of its assets, agreements and liabilities to the Recipient Companies.

As from the Completion Date, (i) the Recipient Company 1 shall proceed with all formalities necessary or useful to give full effect to the transfer of the assets, agreements and liabilities transferred to it, (ii) the Recipient Company 2 shall proceed with all of the formalities necessary or useful to give full effect to the transfer of the assets, agreements and liabilities transferred to it and (iii) the Recipient Companies shall proceed with all formalities necessary or useful to give full effect to the Demerger and which are not specifically performed in respect of the transfer of the assets, agreements and liabilities. In the latter case, the Recipient Companies shall bear the costs arising from the completion of the formalities pro rata to the value of the respective assets, agreements and liabilities transferred to them.

Full powers are granted to any director of the Demerged Company or, as the case may be, to any director of the relevant Recipient Company, and to any lawyer of the law firm Allen & Overy in order to carry out all filings, notifications and publications necessary for the Demerger.

6.4 Nullification of the Demerger

If the Demerger is not approved by the General Meeting before the 31 December 2013, the Demerger Plan will be considered null and void.

6.5 Language

This Demerger Plan is worded in English followed by a French translation, the French translation being required for Luxembourg law purposes. In case of discrepancies between the English and the French versions of the Demerger Plan, the French version will then prevail for Luxembourg law purposes.

6.6 Originals

This Demerger Plan shall be executed in 4 (four) originals.

6.7 Applicable law and jurisdiction

The Demerger Plan is governed by Luxembourg law. Any dispute arising from this Demerger Plan shall be submitted exclusively to the competent courts of the District of the city of Luxembourg.

Follows the French version of the above text

PROJET DE SCISSION

Le conseil d'administration de AXA Immoselect Luxembourg 1 Strassen S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, au Grand Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137856 (la Société Scindée), a approuvé le projet de scission suivant (le Projet de Scission) le 6 novembre 2013, conformément aux articles 289 et 307 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi):

CONSIDERANT QUE:

A) Le conseil d'administration de la Société Scindée envisage de procéder à la scission de la Société Scindée, conformément aux dispositions de la Section XV de la Loi (la Scission) par le biais d'une cession de l'intégralité des actifs et passifs de la Société Scindée au profit de deux nouvelles sociétés devant être constituées sous la forme de sociétés anonymes (respectivement la Société Bénéficiaire 1 et la Société Bénéficiaire 2, et collectivement les Sociétés Bénéficiaires).

B) La Scission est soumise à l'approbation de l'assemblée générale de l'actionnaire unique de la Société Scindée (l'Actionnaire Unique) qui sera convoquée en vue de statuer, entre autres, sur la Scission, conformément aux articles 291 et 307 de la Loi (l'Assemblée Générale).

C) Conformément à l'article 290 de la Loi, ce Projet de Scission sera publié au Journal Officiel du Grand Duché de Luxembourg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), au moins un mois avant la date de la tenue de l'Assemblée Générale.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT:

1. Caractéristiques de la société scindée et des sociétés bénéficiaires (article 261 (2) (a) de la loi).

(A) Société Scindée

La Société Scindée est une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, au Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137856.

Son capital social est actuellement fixé à EUR 126.000 (cent vingt-six mille euros), divisé en 5.040 (cinq mille quarante) actions d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune, entièrement libérées. La Société Scindée n'a pas émis d'autres titres outre les actions composant son capital social.

(B) Société Bénéficiaire 1

La Société Bénéficiaire 1 sera constituée à l'occasion de l'Assemblée Générale sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois sous le nom de "Espace Strassen S.A." ou toute autre dénomination sociale décidée par l'Assemblée Générale si le nom "Espace Strassen S.A." n'est plus disponible à la Date d'Achèvement (telle que définie au paragraphe 5.1).

Le siège social de la Société Bénéficiaire 1 sera établi au 121, avenue de la Faïencerie, à L-1511 Luxembourg.

Le projet de statuts de la Société Bénéficiaire 1, en langue allemande, est annexé au présent Projet de Scission en Annexe 1,

(C) Société Bénéficiaire 2

La Société Bénéficiaire 2 sera constituée à l'occasion de l'Assemblée Générale sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois sous le nom de "Strassen Centre S.A." ou toute autre dénomination sociale décidée par l'Assemblée Générale si le nom "Strassen Centre S.A." n'est plus disponible à la Date d'Achèvement (telle que définie au paragraphe 5.1).

Le siège social de la Société Bénéficiaire 2 sera établi au 121, avenue de la Faïencerie, à L-1511 Luxembourg.

Le projet de statuts de la Société Bénéficiaire 2, en langue allemande, est annexé au présent Projet de Scission en Annexe 2.

2. Rapport d'échange.

2.1 Rapport d'échange (article 289 (2) b) de la Loi)

(A) Société Bénéficiaire 1

La Société Bénéficiaire 1 émettra 9.369.423 (neuf millions trois cent soixante-neuf mille quatre cent vingt-trois) actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 0,01 (un cent d'Euro) avec une prime d'émission (les Actions de la Société Bénéficiaire 1) lors de sa constitution. Les Actions de la Société Bénéficiaire 1 seront attribuées dans leur intégralité à l'Actionnaire Unique en échange de la cession par l'Actionnaire Unique de tous les actifs, contrats et passifs destinés à être transférés à la Société Bénéficiaire 1 lors de l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions du présent Projet de Scission.

(B) Société Bénéficiaire 2

La Société Bénéficiaire 2 émettra 3.230.577 (trois millions deux cent trente mille cinq cent soixante-dix-sept) actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 0,01 (un cent d'Euro) avec une prime d'émission (les Actions de la Société Bénéficiaire 2) lors de sa constitution. Les Actions de la Société Bénéficiaire 2 seront attribuées dans leur intégralité à l'Actionnaire Unique en échange de la cession par l'Actionnaire Unique de tous les actifs, contrats et passifs destinés à être transférés à la Société Bénéficiaire 2 lors de l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions du présent Projet de Scission.

3. Apports - Capital social lors de la constitution.

3.1 Estimation de l'apport

Les actifs et passifs de la Société Scindée attribués à la Société Bénéficiaire 1 et à la Société Bénéficiaire 2 en vertu de la Scission seront comptabilisés à leur valeur nette comptable.

3.2 Date comptable de la Scission (article 289 (2) e) de la Loi)

A des fins comptables, la Scission sera réputée avoir été effectuée à partir du 1^{er} juillet 2013. Par conséquent, à compter de cette date, toutes les opérations réalisées par la Société Scindée seront traitées à des fins comptables comme ayant été réalisées par la Société Bénéficiaire 1 ou la Société Bénéficiaire 2, selon le cas.

3.3 Description et répartition de l'actif et du passif de la Société Scindée (les Actifs et Passifs) à transférer à chacune des Sociétés Bénéficiaires (article 289 (2) h) de la Loi)

(A) Société Bénéficiaire 1

Sans préjudice des dispositions de l'article 5.2, le bien immobilier désigné par "l'Espace Strassen" situé au 5, rue des Primeurs à Strassen, sur une parcelle inscrite au registre foncier (Kataster) de la commune de Strassen, à la section B "der Wälder", lieu-dit "auf Watlicht", sous le numéro 43/3671, d'une surface de 89 ares et 79 centiares, ainsi que tous les actifs, accords et passifs y relatifs existant à la Date d'Achèvement, dont une liste indicative est présentée dans la colonne "Espace." conformément aux comptes pro-forma annexés en Annexe 3 établis sur la base des comptes intérimaires de la société au 30 juin 2013, doivent être transférés par la Société Scindée à la Société Bénéficiaire 1.

(B) Société Bénéficiaire 2

Sans préjudice des dispositions de l'article 5.2, le bien immobilier désigné par "Strassen Business Center" situé au 7, rue des Primeurs à Strassen, sur une parcelle inscrite au registre foncier (Kataster) de la commune de Strassen, à la section B "der Wälder", lieu-dit "auf Watlicht", sous le numéro 43/3399, d'une surface de 31 ares et 43 centiares, ainsi que tous les actifs, contrats et passifs y relatifs existant à la Date d'Achèvement, dont une liste indicative est présentée dans la colonne "SBCII." conformément aux comptes pro-forma annexés en Annexe 3 établis sur la base des comptes intérimaires de la société au 30 juin 2013, doivent être transférés par la Société Scindée à la Société Bénéficiaire 2.

(C) Actifs, accords et passifs non affectés

Si des éléments d'actif connus ou non connus de la Société Scindée ne peuvent pas être attribués à la Société Bénéficiaire 1 ou la Société Bénéficiaire 2 en vertu des dispositions décrites dans les paragraphes 3.3 (a) et (b) ci-dessus, et si l'interprétation du Projet de Fusion ne permet pas de déterminer leur affectation, de tels éléments d'actif seront attribués à toutes les Sociétés Bénéficiaires proportionnellement aux actifs apportés et affectés à chacune d'entre elles.

Si des éléments de passif connus ou non connus de la Société Scindée ne peuvent pas être attribués à la Société Bénéficiaire 1 ou la Société Bénéficiaire 2 en vertu des dispositions décrites dans les paragraphes 3.3 (a) et (b) ci-dessus, et si l'interprétation du Projet de Fusion ne permet pas de déterminer leur affectation, chacune des Sociétés Bénéficiaires en sera tenue conjointement et solidairement responsable. La responsabilité conjointe et solidaire des Sociétés Bénéficiaires est toutefois limitée aux actifs nets affectés à chacune d'elles.

3.4 Les actifs nets

(A) Société Bénéficiaire 1

En conséquence de la cession des actifs, accords et passifs de la Société Scindée à la Société Bénéficiaire 1, la valeur d'actif net représentant les éléments d'actif et de passif transférés par la Société Scindée sera affectée au capital social de la Société Bénéficiaire 1 à hauteur d'un montant de EUR 93.964,23 (quatre-vingt-treize mille neuf cent soixante-quatre euros et vingt-trois cents), représentés par 9.369.423 (neuf millions trois cent soixante-neuf mille quatre cent vingt-trois) actions ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 0,01 (un cent d'Euro) chacune. Le solde de la valeur d'actif net représentant les éléments d'actif et de passif cédés par la Société Scindée à la Société Bénéficiaire 1 sera repris dans les postes comptables figurant dans la partie dettes du bilan de la Société Bénéficiaire 1 dérivant de la fusion des postes comptables correspondants figurant dans la partie dettes du bilan de la Société Scindée, conformément au principe de continuité des scissions.

(B) Société Bénéficiaire 2

En conséquence de la cession des actifs, accords et passifs de la Société Scindée à la Société Bénéficiaire 2, la valeur d'actif net représentant les éléments d'actif et de passif transférés par la Société Scindée sera affectée au capital social de la Société Bénéficiaire 2 à hauteur d'un montant de EUR 32.305,77 (trente-deux mille trois cent cinq Euros et soixante-dix-sept cents), représentés par 3.230.577 (trois millions deux cent trente mille cinq cent soixante-dix-sept) actions ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 0,01 (un cent d'Euro) chacune. Le solde de la valeur d'actif net représentant les éléments d'actif et de passif cédés par la Société Scindée à la Société Bénéficiaire 2 sera repris dans les postes comptables figurant dans la partie dettes du bilan de la Société Bénéficiaire 2 dérivant de la fusion des postes comptables correspondants figurant dans la partie dettes du bilan de la Société Scindée, conformément au principe de continuité des scissions.

3.5 Capital social à la constitution

(A) Société Bénéficiaire 1

En contrepartie de l'apport des actifs, accords et passifs de la Société Scindée à la Société Bénéficiaire 1, la Société Bénéficiaire 1 aura un capital social au moment de sa constitution de EUR 93.964,23 (quatre-vingt-treize mille neuf cent soixante-quatre Euros et vingt-trois cents), représenté par 9.369.423 (neuf millions trois cent soixante-neuf mille quatre cent vingt-trois) Actions de la Société Bénéficiaire 1.

(B) Société Bénéficiaire 2

En contrepartie de l'apport des actifs, accords et passifs de la Société Scindée à la Société Bénéficiaire 2, la Société Bénéficiaire 2 aura un capital social au moment de sa constitution de EUR 32.305,77 (trente-deux mille trois cent cinq Euros et soixante-dix-sept cents), représenté par 3.230.577 (trois millions deux cent trente mille cinq cent soixante-dix-sept) Actions de la Société Bénéficiaire 2.

3.6 Modalités de remise des Actions de la Société Bénéficiaire 1 et des Actions de la Société Bénéficiaire 2 (article 289 (2) c) de la Loi)

(A) Société Bénéficiaire 1

Les Actions de la Société Bénéficiaire 1 seront émises à l'Actionnaire Unique à la Date d'Achèvement (telle que définie au paragraphe 5.1).

Les Actions de la Société Bénéficiaire 1 sont nominatives. La répartition des Actions de la Société Bénéficiaire 1 à l'Actionnaire Unique sera inscrite dans le registre d'actions de la Société Bénéficiaire 1 à la Date d'Achèvement ou dès que ce registre sera disponible, et au plus tard quinze jours après la Date d'Achèvement.

(B) Société Bénéficiaire 2

Les Actions de la Société Bénéficiaire 2 seront émises à l'Actionnaire Unique à la Date d'Achèvement (telle que définie au paragraphe 5.1).

Les Actions de la Société Bénéficiaire 2 sont nominatives. La répartition des Actions de la Société Bénéficiaire 2 à l'Actionnaire Unique sera inscrite dans le registre d'actions de la Société Bénéficiaire 2 à la Date d'Achèvement ou dès que ce registre sera disponible, et au plus tard quinze jours après la Date d'Achèvement.

3.7 Date à partir de laquelle les Actions de la Société Bénéficiaire 1 et les Actions de la Société Bénéficiaire 2 confèrent le droit de recevoir des bénéfices de la Société Bénéficiaire 1 et de la Société Bénéficiaire 2 respectivement, et toute condition particulière se rapportant à ce droit (article 289 (2) d) de la Loi)

Les Actions de la Société Bénéficiaire 1 et les actions de la Société Bénéficiaire 2 sont des actions ordinaires et permettent à leur(s) titulaire(s) de bénéficier de tout paiement de dividendes et de toute distribution effectués à partir de la Date d'Achèvement, conformément aux dispositions de la Loi et des statuts de la Société Bénéficiaire 1 et de la Société Bénéficiaire 2, respectivement.

4. Formalités préalables à la scission.

4.1 Exemptions en vertu de l'article 307 (5) de la Loi

Etant donné que toutes les Actions de la Société Bénéficiaire 1 et toutes les Actions de la Société Bénéficiaire 2 seront attribuées à l'Actionnaire Unique en vertu de la Scission, conformément à l'article 307 (5) de la Loi, la Société Scindée sera exemptée:

- de l'exigence portant sur la fourniture d'un rapport écrit détaillé du conseil d'administration adressé aux actionnaires, leur expliquant le Projet de Scission et exposant les motifs juridiques et économiques du Projet de Scission, et notamment le rapport d'échange d'actions, conformément à l'article 293 de la Loi;

- de l'exigence selon laquelle le Projet de Scission doit être soumis à un expert indépendant qui doit émettre un rapport écrit, conformément à l'article 294 de la Loi, et

- de l'exigence selon laquelle les comptes intérimaires (le cas échéant), le rapport du conseil d'administration et le rapport de l'expert indépendant doivent être mis à la disposition des actionnaires au moins un mois avant la date de l'assemblée générale des actionnaires, tel que prévu par l'article 295 (c), (d) et (e) de la Loi.

4.2 Documents devant être mis à la disposition de l'Actionnaire Unique

Conformément à l'article 295 de la Loi, la Société Scindée doit mettre les documents suivants à la disposition de l'Actionnaire Unique au siège social de la Société Scindée, le plus tôt possible après la signature du Projet de Scission et au moins un mois avant la date de l'Assemblée Générale des actionnaires:

- le Projet de Scission; et

- les comptes annuels de la Société et les rapports comptables annuels correspondants pour les années sociales clôturées le 31 décembre 2010, le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012.

4.3 Publication du Projet de Scission

Le Projet de Scission sera publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) au moins un mois avant la date de l'Assemblée Générale.

4.4 Rapport sur l'apport en nature

Dès que possible après la signature du Projet de Scission, la Société Scindée devra nommer un réviseur d'entreprises agréé en charge de la préparation des rapports sur l'apport en nature prévus à l'article 26-1 (2) de la Loi, relatifs à la constitution de la Société Bénéficiaire 1 et de la Société Bénéficiaire 2.

5. Achèvement et Effets de la scission.

5.1 Achèvement de la Scission

La Scission prendra effet une fois l'Assemblée Générale tenue et lorsque toutes les résolutions devant être prises par l'Assemblée Générale dans le cadre de la Scission auront été prises par l'Assemblée Générale (la Date d'Achèvement).

5.2 Effets de la Scission

La Scission aura les conséquences suivantes ipso jure à la Date d'Achèvement:

- la transmission universelle de tous les Actifs et Passifs de la Société Scindée à la Société Bénéficiaire 1 et à la Société Bénéficiaire 2, tel que prévu au paragraphe 3.3;

- l'Actionnaire Unique se verra attribuer toutes les Actions de la Société Bénéficiaire 1 et les Actions de la Société Bénéficiaire 2 devant être émises par chacune d'elles lors de leurs constitutions respectives, tel que prévu au paragraphe 2.1 et, par conséquent, deviendra l'Actionnaire Unique de chacune des Sociétés Bénéficiaires, et
- la dissolution sans liquidation de la Société Scindée.

6. Divers.

6.1 Droits conférés par les Sociétés Bénéficiaires aux actionnaires disposant de droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions, ou mesures proposées à leur égard (article 289 (2) f) de la Loi)

Toutes les actions composant le capital social de la Société Scindée sont identiques et confèrent les mêmes droits et avantages à leurs détenteurs et, tel que mentionné au paragraphe 1.1, alinéa a), la Société Scindée n'a pas émis de titres en plus des actions représentant son capital social. Par conséquent, il n'est pas nécessaire pour les Sociétés Bénéficiaires d'émettre des actions conférant des droits spéciaux ou d'autres titres conférant des droits particuliers suite à la Scission, tel que stipulé à l'article 299(1) de la Loi.

6.2 Avantages particuliers attribués aux experts indépendants, aux administrateurs de la Société Scindée et aux organes de contrôle de la Société Scindée (article 289 (2) g) de la Loi)

Aucun avantage particulier (au sens de l'article 289 (2) g) de la Loi) ne sera accordé aux administrateurs de la Société Scindée ni au réviseur agréé de la Société Scindée.

6.3 Formalités - Pouvoirs - Frais

Jusqu'à la Date d'Achèvement, la Société Scindée devra procéder à toutes les formalités nécessaires ou utiles afin de donner plein effet à la Scission et au transfert des actifs, accords et passifs des Sociétés Bénéficiaires.

A compter de la Date d'Achèvement, (i) la Société Bénéficiaire 1 devra procéder à toutes les formalités nécessaires ou utiles afin de donner plein effet à la cession des actifs, des accords et des passifs qui lui seront transférés, (ii) la Société Bénéficiaire 2 devra procéder à toutes les formalités nécessaires ou utiles afin de donner plein effet à la cession des actifs, des accords et des passifs qui lui seront transférés et (iii) les Sociétés Bénéficiaires procéderont à toutes les formalités nécessaires ou utiles visant à donner plein effet à la Scission et qui n'auront pas été spécialement effectuées dans le cadre de la cession des actifs, des accords et des passifs. Dans ce dernier cas, les Sociétés Bénéficiaires supporteront les coûts résultant de l'accomplissement des formalités au pro rata de la valeur des actifs, accords et passifs qui leur auront été respectivement transférés.

Les pleins pouvoirs sont conférés à tout administrateur de la Société Scindée ou, le cas échéant, à tout administrateur de la Société Bénéficiaire concernée, et à tout avocat du cabinet d'avocats Allen & Overy afin de procéder à toutes les formalités de dépôt, notification et publication nécessaires à la Scission.

6.4 Annulation de la Scission

Si la Scission n'a pas été approuvée par l'Assemblée Générale avant la date du 31 décembre 2013, le Projet de Scission sera considéré comme nul et non avenu.

6.5 Langue

Le présent Projet de Scission est rédigé en anglais suivi par une traduction française, la traduction française étant requise par la loi luxembourgeoise. En cas de divergence entre la version anglaise et la version française du Projet de Scission, la version française prévaudra.

6.6 Originaux

Le Présent Projet de Scission sera signé en 4 (quatre) exemplaires originaux.

6.7 Loi applicable et compétence juridictionnelle

Le Projet de Scission est régi par le droit luxembourgeois. Tout litige découlant du présent Projet de Scission sera soumis exclusivement aux tribunaux compétents de l'arrondissement de la Ville de Luxembourg.

AXA Immoselect Luxembourg 1 Strassen S.A.

Signatures

Administrateur et Signataire autorisé

Schedule 1 (Annexe 1). Draft articles of association of the recipient company 1 (Projet de statuts de la société bénéficiaire 1)

I. Form, Bezeichnung, Sitz, Dauer und Zweck der Gesellschaft

Art. 1. Form und Bezeichnung. Es besteht hiermit eine Aktiengesellschaft (société anonyme) unter der Bezeichnung "Espace Strassen S.A." (die Gesellschaft).

Die Gesellschaft kann einen alleinigen Aktionär (der Alleinige Aktionär) oder mehrere Aktionäre haben. Die Gesellschaft wird nicht durch den Tod, die Aberkennung der bürgerlichen Rechte, die Zahlungsunfähigkeit, die Liquidation oder den Konkurs des Alleinigen Aktionärs aufgelöst.

Jeder Verweis auf die Aktionäre in der Satzung der Gesellschaft (die Satzung) ist ein Verweis auf den Alleinigen Aktionär der Gesellschaft im Falle wo die Gesellschaft nur einen alleinigen Aktionär hat.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg. Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrags mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann der Gesellschaftssitz, durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der Verwaltungsrat) oder im Falle eines alleinigen Verwaltungsrates (der Alleinige Verwaltungsrat), vom Alleinigen Verwaltungsrat an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Sofern außerordentliche Ereignisse, insbesondere politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur einzutreten drohen oder eingetreten sind, die drohen die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und ausländischen Staaten zu beeinträchtigen, so ist neben der Generalversammlung auch der Verwaltungsrat befugt, den Sitz der Gesellschaft nach Maßgabe der in Luxemburg geltenden Rechtsvorschriften vorübergehend in einen anderen Staat zu verlegen und die Verlegung ausländischen Behörden oder anderen zur Kenntnis zu bringen. Die Nationalität der Gesellschaft bleibt, unbeeinflusst von einer derartigen vorübergehenden Sitzverlegung, luxemburgisch. Solcher Beschluss wird Dritten durch eines der zur täglichen Geschäftsführung beauftragten Organe der Gesellschaft zu Kenntnis gebracht.

Art. 3. Dauer der Gesellschaft. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft. Gegenstand der Gesellschaft ist in Luxemburg wie im Ausland:

a) das Erwerben, Besitzen, Verwalten, Leiten und Betreiben in Form von Verpachtung, Vermietung oder in anderer Form des Gebäudes genannt "Espace Strassen" gelegen in Strassen, 5, rue des Primeurs, auf dem im Kataster der Gemeinde Strassen eingetragenen Grundstück, Sektion B der Wälder, Ort genannt "auf Watlicht", Nummer 43/3671, groß 89 Ar 79 Zentiar (auch Vermögensgegenstand oder Immobilie genannt);

b) die Erschließung des Gebäudes, insbesondere durch Einrichtungen, Ausbauverbesserungen, Bauten für alle Nutzungsarten;

c) die mit dem Gegenstand teilweise oder vollständig direkt oder indirekt zusammenhängenden Tätigkeiten auf dem Finanz-, Mobilien- und Immobiliensektor sowie Tätigkeiten in den genannten Bereichen, durch welche die Erfüllung des Gegenstandes erleichtert oder vorangetrieben wird;

d) und allgemein alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit dem Gegenstand der Gesellschaft zusammenhängen.

Solange AXA Investment Managers Deutschland GmbH (AXA IM) Gesellschafter der Gesellschaft ist, ist die Gesellschaft beschränkt auf solche Tätigkeiten, welche eine Kapitalanlagegesellschaft i.S.d. Investmentgesetzes (InvG) für das Sondervermögen nach Maßgabe des deutschen Investmentgesetzes und der Rundschreiben und Entscheidungen der Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) ausüben darf. Die Gesellschaft darf nur die folgenden Vermögensgegenstände oder Immobilien erwerben:

a) Mietwohngrundstücke, Geschäftsgrundstücke und gemischt genutzte Grundstücke;

b) Grundstücke im Zustand der Bebauung, wenn die genehmigte Bauplanung den in lit. a) genannten Voraussetzungen entspricht und nach den Umständen mit einem Abschluss der Bebauung in angemessener Zeit zu rechnen ist und wenn die Aufwendungen für die Grundstücke, dem Umfang der Beteiligung des Gesellschafters AXA IM entsprechend, insgesamt 20% des Wertes des Sondervermögens, für dessen Rechnung der Gesellschafter AXA IM die Beteiligung hält, nicht überschreiten;

c) Unbebaute Grundstücke, die für eine alsbaldige, eigene Bebauung nach Maßgabe der lit. a) bestimmt und geeignet sind, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr, dem Umfang der Beteiligung des Gesellschafters AXA IM für Rechnung des Sondervermögens entsprechender, Wert zusammen mit dem Wert der bereits in dem Sondervermögen, für dessen Rechnung der Gesellschafter AXA IM die Beteiligung hält, befindlichen unbebauten Grundstücken 20% des Wertes des Sondervermögens, für dessen Rechnung die Beteiligung durch den Gesellschafter AXA IM gehalten wird, nicht übersteigt;

d) Erbbaurechte unter den Voraussetzungen der lit. a) - c);

e) andere Grundstücke und andere Erbbaurechte sowie Rechte in Form des Wohnungseigentums, Teileigentums, Wohnungserbbaurechts und Teilerbbaurechts, wenn die Vermögensgegenstände einen dauernden Ertrag erwarten lassen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert zusammen mit dem Wert der bereits in dem Sondervermögen befindlichen Grundstücke und Rechte gleicher Art 15% des Werts des Sondervermögens nicht übersteigt;

f) Gegenstände, die zur Bewirtschaftung der Vermögensgegenstände des Sondervermögens erforderlich sind.

Die Gesellschaft darf nicht mehr als drei Vermögensgegenstände halten.

Die Gesellschaft darf Immobilien nur erwerben, wenn der dem Umfang der Beteiligung entsprechende Wert der Immobilie 15% des Wertes des von der AXA IM als Kapitalanlagegesellschaft aufgelegten Sondervermögens für dessen Rechnung eine Beteiligung an der Gesellschaft gehalten wird, nicht übersteigt. Als Immobilie im Sinne des vorangehenden Satzes ist auch eine aus mehreren Immobilien bestehende wirtschaftliche Einheit anzusehen.

Die Gesellschaft ist, solange AXA IM an ihr beteiligt ist und die Beteiligung für ein Immobiliensondervermögen hält, nur unter Beachtung der Voraussetzungen des Investmentgesetzes berechtigt, Kredite bzw. Darlehen aufzunehmen sowie Sicherheiten für die Darlehen in Form von grundpfandrechtlichen Sicherheiten sowie die Abtretung und Belastung von Forderungen aus Rechtsverhältnissen, die sich auf Immobilien beziehen, zu bestellen.

Im Falle einer Erwerbung die unter die Kriterien des Artikels 68, Paragraph 5 des Investmentgesetzes vom 15. Dezember 2003 (in der heutigen Fassung) fällt, muss ein unabhängiger Experte im Sinne von Artikel 77, Paragraph 2, den Wert dieser Erwerbung vorab einschätzen.

II. Kapital der Gesellschaft

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf EUR 93,964.23(drei und neunzig tausend neun hundert vier und sechzig Euro und drei und zwanzig Cent) und ist in 9,396,423 (neun Millionen drei hundert sechs und neunzig tausend vier hundert drei und zwanzig) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 0.01 (ein Cent) eingeteilt.

Das gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden durch Beschluss der Generalversammlung, der unter den für eine Satzungsänderung vorgeschrieben Anwesenheits- und Mehrheitsbedingungen getroffen wird.

Die Gesellschaft kann ihre Aktien mittels ihrer freien Rücklagen zurückkaufen, unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 49-2 u. ff. des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden auf dem alle Emissionsaufgelder, die auf eine Aktie eingezahlt werden, verbucht werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann zur Zahlung von Aktien, die die Gesellschaft von ihrem(n) Aktionär(en) zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an den/die Aktionär(e) in Form von Dividenden oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage bereitzustellen, verwendet werden.

Art. 6. Vorzugsrecht. Im Falle der Ausgabe neuer Aktien gegen Bar- oder Sacheinlagen oder nach Umwandlung von freien Rücklagen in Aktienkapital, sowie im Falle der Ausgabe von Genussrechten haben die Aktionäre ein Vorzugsrecht auf Zuteilung eines ihrem Anteil an dem bisherigen Aktienkapital entsprechenden Teiles der neuen Aktien oder Genussrechte, sofern nicht ein entgegenstehender Beschluss der Generalversammlung vorliegt. Dieses Recht wird bezüglich der Form, der Frist und der Bedingungen so ausgeübt, wie es von der Generalversammlung beschlossen worden ist.

Art. 7. Aktien. Sämtliche Aktien lauten auf den Namen. Anstelle von Urkunden über einzelne Aktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgegeben werden.

Am Sitz der Gesellschaft wird über die Namensaktien ein Register geführt, in das die genaue Bezeichnung des Aktionärs, die Zahl seiner Aktien und die Übertragung mit deren Datum eingetragen wird. Die Umwandlung von Namens- in Inhaberaktien ist ausgeschlossen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Falls eine Aktie das Eigentum von mehreren Personen sein sollte, hat die Gesellschaft das Recht, jegliche Rechte, welche mit dieser Aktie verbunden sind, aufzuheben bis eine Person als einziger Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt worden ist. Die gleiche Regel gilt im Fall eines Konflikts zwischen einem Nießbrauchberechtigten und einem Eigentümer oder zwischen einem Pfandgläubiger und seinem Schuldner.

Art. 8. Übertragung der Aktien. Die Übertragung der Aktien erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister der Gesellschaft eingetragen wird. Eine solche Übertragungserklärung muss vom Übertragenden und vom Erwerber oder von Personen, die über eine geeignete Vollmacht verfügen, oder nach den Bestimmungen von Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches (Code civil) die Übertragung von Forderungen betreffend, unterschrieben werden.

III. Verwaltung und Aufsicht

Art. 9. Verwaltungsrat. Solange die Gesellschaft einen Alleinigen Aktionär hat, kann die Gesellschaft von einer einzigen Person als Verwaltungsrat geleitet werden, welcher kein Aktionär sein muss (der Alleinige Verwaltungsrat), wobei jedoch feststeht, dass, sobald die Gesellschaft über mindestens zwei Gesellschafter verfügt, die Gesellschafter zwei weitere Verwaltungsratsmitglieder bestellen müssen. Wenn die Gesellschaft mehr als einen Aktionär hat, wird sie von einem Verwaltungsrat geleitet, welcher aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen.

Der Alleinige Verwaltungsrat und die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt und dürfen wieder gewählt werden.

Wenn eine Rechtsperson als Verwaltungsratsmitglied benannt wurde (die Rechtsperson), muss die Rechtsperson eine natürliche Person als ständigen Vertreter (représentant permanent) benennen, welcher die Rechtsperson als Alleinigen Verwaltungsrat oder als Verwaltungsratsmitglied gemäß Artikel 51bis des Gesetzes von 1915 vertreten wird.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung gewählt. Die Generalversammlung wird auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihres Amtes festlegen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit, begründet oder unbegründet, durch einen Beschluss der Generalversammlung, von seinem Amt enthoben und ersetzt werden.

Die Amtszeit endet vorzeitig, wenn das Mitglied des Verwaltungsrates aus einem Amt ausscheidet, das für seine Bestellung maßgeblich war.

Im Falle einer Vakanz im Verwaltungsrat wegen eines Todesfalles, dem Ruhestand eines Mitglieds oder aus einem anderen Grund, können die verbleibenden Mitglieder per Mehrheitswahl ein neues Verwaltungsratsmitglied wählen, um die Stelle bis zur nächsten Generalversammlung zu besetzen. Im Falle wo keine Verwaltungsratsmitglieder verbleiben,

müssen der oder die Kommissare umgehend eine Generalversammlung einberufen, um neue Verwaltungsratsmitglieder zu wählen.

Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat, oder je nachdem, der Alleinige Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte der Gesellschaft zu führen und die Gesellschaft uneingeschränkt gegenüber Dritten zu vertreten. Die Ausübung dieser Befugnisse erfolgt im Rahmen einer von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates einstimmig zu erlassenden Geschäftsordnung.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

Der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat kann eine Person als Geschäftsführer benennen (délégué à la gestion journalière), Aktionär oder nicht, Verwaltungsratsmitglied oder nicht, welche umfassende Vertretungsmacht hat, die Gesellschaft in allen Angelegenheiten zu vertreten, welche die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft betreffen, sowie alle Geschäfte im Rahmen der täglichen Geschäftsführung im Namen der Gesellschaft ausführen.

Der Verwaltungsrat, oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat ist auch befugt, eine Person zu benennen, Verwaltungsrat oder nicht, die auf jeder Ebene der Gesellschaft spezielle Aufgaben oder Aufträge erfüllen kann. Der Verwaltungsrat, oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat kann zudem sonstige Bevollmächtigte ernennen, wie es für die Geschäfte und die Verwaltung der Gesellschaft notwendig erscheint.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft nach außen. Im Rechtsverkehr wird die Gesellschaft grundsätzlich durch die gemeinsamen Unterschriften (1) zweier Verwaltungsratsmitglieder oder, falls der Verwaltungsrat entsprechende Delegationsbeschlüsse gefasst hat, eines Verwaltungsratsmitgliedes und eines Geschäftsführers oder Prokuristen, oder (2) im Falle eines Alleinigen Verwaltungsrates, durch die alleinige Unterschrift des Alleinigen Verwaltungsrates vertreten. Für genau bezeichnete Einzelgeschäfte wird die Gesellschaft auch durch die Einzelunterschriften solcher Personen, welchen durch Verwaltungsratsbeschluss bzw. Beschluss des Alleinigen Verwaltungsrates oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden, vertreten.

Solange AXA IM Gesellschafter der Gesellschaft ist bedürfen Verfügungen (einschließlich Belastungen) über zum Vermögen der Gesellschaft gehörende Vermögensgegenstände der Zustimmung der Depotbank Sal. Oppenheim jr. & Cie. KGaA in Köln (Deutschland).

Art. 11. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat muss einen Vorsitzenden (der Vorsitzende) unter seinen Mitgliedern ernennen. Der Vorsitzende wird bei jeder Verwaltungsratssitzung den Vorsitz haben. In seiner Abwesenheit können die anderen Verwaltungsratsmitglieder einen Vorsitzenden auf Zeit durch einfachen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder wählen, welcher bei der entsprechenden Versammlung den Vorsitz übernehmen wird.

Der Verwaltungsrat bestellt einen Schriftführer, welcher kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und welcher das Protokoll der Verwaltungsratssitzungen führen wird.

Der Vorsitzende erlässt unter Bekanntgabe des Ortes, der Zeit und der Tagesordnung die Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates, sooft die Angelegenheiten der Gesellschaft dies erfordern, sowie auf Antrag eines Mitgliedes.

Wenn die Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder vorliegt, kann auf ein Einberufungsverfahren verzichtet werden. Für Sitzungen, für die sowohl der Sitzungstermin als auch der Sitzungsort in einem früheren Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt wurden, bedarf es keiner gesonderten Einberufung.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates, das an der Teilnahme an einer Sitzung verhindert ist, kann ein anderes Mitglied schriftlich (per Brief, Telefax, Kabeltelegramm, Telegramm, Telex oder E-Mail) zu seiner Vertretung bevollmächtigen.

Die Geschäftsordnung kann vorsehen, dass jedes Mitglied des Verwaltungsrates an der Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln teilnehmen kann, vorausgesetzt (i) die Verwaltungsräte, welche an der Versammlung teilnehmen, können sich ausweisen, (ii) alle Personen, welche an der Versammlung teilnehmen, können einander hören und miteinander sprechen, (iii) die Versammlung wird ununterbrochen übertragen und (iv) die Verwaltungsräte können ordnungsgemäß beratschlagen; die Teilnahme an einer Versammlung mit Hilfe von solchen Mitteln gilt als persönliche Anwesenheit.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig sofern die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Ist die Beschlussfähigkeit auf Grund von eventuell bestehenden Interessenkonflikten nicht erreichbar, so können die nicht von dem Interessenkonflikt betroffenen Mitglieder nichtsdestotrotz gültig Beschlüsse fassen.

Die Beschlüsse werden mit einer Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst, wobei die Stimme des Vorsitzenden bei Stimmengleichheit den Ausschlag gibt. In der Geschäftsordnung kann für einzelne Beschlüsse eine andere Mehrheit vorgesehen werden.

Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder seines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse

einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Kabeltelegramm, Telegramm, Telex oder E-Mail.

Die Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates sind, unbeschadet des vorstehenden Absatzes, durch Protokolle zu beurkunden, die vom Vorsitzenden und vom Protokollführer zu unterzeichnen sind.

Die Beglaubigung von Auszügen erfolgt in der Regel durch den Vorsitzenden und den Protokollführer. Sie kann auch durch zwei beliebige Mitglieder vorgenommen werden.

Die vorstehenden Absätze entfallen, falls die Gesellschaft von einem Alleinigen Verwaltungsrat geführt wird. Die Beschlüsse des Alleinigen Verwaltungsrates werden schriftlich in einem Protokoll festgehalten, welches am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird. Das Protokoll der vom Alleinigen Verwaltungsrat gefassten Beschlüsse wird vom Alleinigen Verwaltungsrat unterschrieben.

Art. 12. Interessenkonflikte. Falls ein Verwaltungsratsmitglied ein persönliches, der Gesellschaft entgegen gesetztes Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, welches dem Verwaltungsrat zwecks Beratung und/oder Entscheidung vorgelegt wird, muss es den Verwaltungsrat davon unterrichten und darf an der Beratung und Entscheidung zu einem solchen Geschäft nicht teilnehmen. Dieses Geschäft, sowie das Interesse, das ein Verwaltungsratsmitglied daran hat, werden der nächsten Versammlung der Aktionäre zur Kenntnis gebracht. Dieser Abschnitt entfällt im Falle eines Alleinigen Verwaltungsrates.

Falls die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter zählt, werden die Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dem Verwaltungsratsmitglied, das ein persönliches, der Gesellschaft entgegen gesetztes Interesse an dem Geschäft hat, in einem Protokoll festgehalten.

Die beiden vorhergehenden Abschnitte gelten nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrates oder des Alleinigen Verwaltungsrates im Falle von Geschäften, die gemäß dem Fremdvergleichsgrundsatz erfolgen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Art. 13. Aufsicht der Gesellschaft. Mit der Aufsicht und der Kontrolle über die Tätigkeit der Gesellschaft wird ein Kommissar (Rechnungsprüfer oder unabhängiger Wirtschaftsprüfer), der nicht Gesellschafter zu sein braucht, betraut. Die Generalversammlung bestellt den Prüfer und legt dessen Amts dauer fest, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Die Generalversammlung kann den Prüfer jederzeit abberufen. Der Prüfer kann wieder gewählt werden.

IV. Generalversammlungen

Art. 14. Befugnisse der Generalversammlung. Die Generalversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Kommissars sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- Genehmigung des Jahresabschlusses;
- Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars;
- Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses;
- Änderung der Satzung;
- Auflösung der Gesellschaft.

Solange AXA IM Gesellschafter die für eine Änderung der Satzung erforderliche Stimmen- und Kapitalmehrheit hat und ihre Gesellschafterstellung für Rechnung eines deutschen Immobilien-Sondervermögens hält, bedürfen Änderungen der Satzung sowie Verfügungen (einschließlich Belastungen) über zum Vermögen der Gesellschaft gehörende Vermögensgegenstände der Zustimmung der Depotbank Sal. Oppenheim jr. & Cie. KGaA in Köln (Deutschland).

Solange die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, übernimmt der alleinige Aktionär sämtliche Befugnisse, welche normalerweise die Generalversammlung innehat. Im Sinne dieser Satzung müssen von der Generalversammlung getroffene Entscheidungen oder ausgeübte Befugnisse als Entscheidungen oder Befugnisse vom Alleinigen Aktionär verstanden werden, wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat.

Entscheidungen des Alleinigen Aktionärs werden in einem Protokoll festgehalten.

Art. 15. Jährliche Generalversammlung der Aktionäre - andere Generalversammlungen. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich im Großherzogtum Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung bestimmten Ort der Gemeinde in der die Gesellschaft ihren Sitz hat, spätestens jedoch am 31. Mai um 10:00 Uhr statt.

Ist dieser Tag in einem Jahr ein gesetzlicher Feiertag oder ein Bankfeiertag, so gilt der nächste Bankarbeitstag als der Tag an dem die Generalversammlung spätestens stattfinden muss.

Ordentliche Generalversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, im Einberufungsschreiben angegebenen Ort, statt.

Außerordentliche Generalversammlungen werden an dem im Einberufungsschreiben bezeichneten Ort abgehalten.

Art. 16. Einberufung. Die Generalversammlungen werden durch Einschreibebriefe an alle Namensgesellschafter einberufen. Die Einberufungsfrist beträgt mindestens acht Kalendertage.

Sie muss innerhalb eines Monats einberufen werden, falls Gesellschafter, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, den Verwaltungsrat oder den Kommissar hierzu durch ein schriftliches Gesuch unter Angabe der Tagesordnung auffordern.

Sind alle Aktionäre anwesend oder vertreten und verzichten auf das Einberufungsverfahren, so kann die Generalversammlung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Die Tagesordnung der Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat festgelegt. Aktionäre, die zusammen mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, können vor der Einberufung der Generalversammlung die Aufnahme einzelner Punkte auf die Tagesordnung verlangen.

Art. 17. Generalversammlungen. Vorsitzender der Generalversammlung ist der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder, bei seiner Verhinderung, ein stellvertretender Vorsitzender, ein sonstiges Mitglied des Verwaltungsrates oder eine sonst von der Generalversammlung bestimmte Person. Der Vorsitzende ernennt einen Schriftführer und die Aktionäre wählen einen Stimmenprüfer.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich aufgrund privatschriftlicher Vollmacht durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten vertreten lassen.

Für die Berechnung der Anwesenheits- und Mehrheitsbedingungen gelten die Aktionäre, die an der Generalversammlung per Videokonferenzschaltung oder ähnlichen Telekommunikationsmitteln, die die Feststellung der Identität der Teilnehmer erlauben als anwesend. Diese Telekommunikationsmittel müssen über technische Eigenschaften verfügen, die eine effektive Teilnahme an der Generalversammlung sicherstellen. Die Generalversammlung muss ununterbrochen übertragen werden.

Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Zur Beschlussfähigkeit der Versammlung der Aktionäre besteht keine Mindestanwesenheitspflicht der ausgegebenen Aktien. Bei Beschlüssen hinsichtlich von Satzungsänderungen der Gesellschaft sind jedoch die in Artikel 67-1 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorhergesenen Beschlussfähigkeitsbestimmungen zu beachten.

Soweit vom Gesetz nichts anderes bestimmt wird, werden die auf ordnungsgemäß einberufenen Versammlungen der Aktionäre gefassten Beschlüsse durch eine Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und an der Abstimmung teilnehmenden Aktien genehmigt.

Änderungen an der Satzung der Gesellschaft können nur mit einer Zwei-Dritt-Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien beschlossen werden.

Über die Verhandlungen und Beschlüsse der Generalversammlungen werden Protokolle geführt, die von den jeweiligen Vorsitzenden, Schriftführer und Stimmenprüfer unterzeichnet werden, sowie von den Aktionären, die dies wünschen.

Falls die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter zählt, werden dessen Beschlüsse in einem Protokoll festgehalten.

Beglaubigte Kopien oder Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder von einem seiner Stellvertreter bzw. von zwei beliebigen Mitglieder des Verwaltungsrats unterzeichnet.

V. Geschäftsjahr, Jahresabschluss und Verwendung des Jahresergebnisses

Art. 18. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 19. Jahresabschluss. Am Ende jedes Geschäftsjahres erstellt der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat ein Verzeichnis sämtlicher Vermögenswerte, Forderungen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat erstellt die Bilanz, sowie die Gewinn- und Verlustrechnung, unter Bildung der erforderlichen Rückstellungen.

Spätestens einen Monat vor der jährlichen Generalversammlung legt der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung zusammen mit seinem Bericht dem Kommissar vor, der seinerseits der Generalversammlung Bericht erstattet und Vorschläge unterbreitet.

Spätestens 15 (fünfzehn) Tage vor der jährlichen Generalversammlung werden die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, sowie die Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars zusammen mit allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden am Gesellschaftssitz der Gesellschaft hinterlegt, wo sie den Aktionären zu den üblichen Geschäftszeiten zwecks Inspektion zur Verfügung stehen.

Sofern die Gesellschaft AXA IM Gesellschafter der Gesellschaft ist, reicht die Gesellschaft zusätzlich jeden Monat Vermögensaufstellungen bei der Gesellschaft AXA IM und der Depotbank Sal. Oppenheim jr. & Cie. KGaA in Köln (Deutschland) ein und lässt diese Vermögensaufstellungen einmal jährlich anhand des von einem Abschlussprüfer mit einem Bestätigungsvermerk versehenen Jahresabschlusses der Gesellschaft prüfen.

Art. 20. Verwendung der Gewinne. Fünf Prozent des in dem Geschäftsjahr erzielten Reingewinnes sind zur Bildung der gesetzlichen Rücklage (*réserve légale*) zu verwenden. Diese Zuweisung ist nicht mehr nötig, sobald die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Kapitals der Gesellschaft, wie es in der Satzung angegeben ist, darstellt und eventuell gemäß Artikel 5 erhöht oder reduziert wurde, wird jedoch wieder nötig, sobald die Rücklage unter ein Zehntel fällt.

Über den verbleibenden Bilanzgewinn verfügt die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates. Sie kann entscheiden von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten, so wie es nach ihrem Ermessen am Besten mit dem Zweck und der Politik der Gesellschaft und dem abgeänderten Gesetze vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vereinbar ist.

Eine auszuschüttende Dividende gelangt an den vom Verwaltungsrat festgesetzten Stellen und Daten zur Auszahlung. Entnahmen der AXA EVI, Ausschüttungen an die AXA EVI, sowie ein etwaiger Liquidationserlös oder Auflösungserlös und sonstige der AXA IM für Rechnung des Sondervermögens gezahlte Beträge sind durch die Gesellschaft unverzüglich auf ein von der AXA EVI zu benennendes Sperrkonto der AXA IM bei der Depotbank einzuzahlen.

Unter Berücksichtigung der in dem abgeänderten Gesetze vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften enthaltenen Bedingungen wird der Verwaltungsrat ermächtigt, Zwischendividenden auszuzahlen.

VI. Auflösung und Liquidation

Art. 21. Auflösung und Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, zu welcher Zeit und aus welchem Grunde sie auch erfolgen möge, wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung bestellt werden. Die Generalversammlung bestimmt die Befugnisse des bzw. der Liquidatoren.

Wenn kein Liquidator bestellt wird, wird die Liquidation von den Mitgliedern des Verwaltungsrates durchgeführt.

VII. Allgemeine Bestimmung

Art. 22. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Punkte, die in dieser Satzung nicht oder nicht wirksam festgelegt sind, unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich der Änderungsgesetze.

Schedule 2 (Annexe 2) Draft articles of association of the recipient company 2 (Projet de statuts de la société bénéficiaire 2)

I. Form, Bezeichnung, Sitz, Dauer und Zweck der Gesellschaft

Art. 1. Form und Bezeichnung. Es besteht hiermit eine Aktiengesellschaft (*société anonyme*) unter der Bezeichnung "Strassen Centre S.A." (die Gesellschaft).

Die Gesellschaft kann einen alleinigen Aktionär (der Alleinige Aktionär) oder mehrere Aktionäre haben. Die Gesellschaft wird nicht durch den Tod, die Aberkennung der bürgerlichen Rechte, die Zahlungsunfähigkeit, die Liquidation oder den Konkurs des Alleinigen Aktionärs aufgelöst.

Jeder Verweis auf die Aktionäre in der Satzung der Gesellschaft (die Satzung) ist ein Verweis auf den Alleinigen Aktionär der Gesellschaft im Falle wo die Gesellschaft nur einen alleinigen Aktionär hat.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg. Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrags mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann der Gesellschaftssitz, durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der Verwaltungsrat) oder im Falle eines alleinigen Verwaltungsrates (der Alleinige Verwaltungsrat), vom Alleinigen Verwaltungsrat an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Sofern außerordentliche Ereignisse, insbesondere politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur einzutreten drohen oder eingetreten sind, die drohen die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und ausländischen Staaten zu beeinträchtigen, so ist neben der Generalversammlung auch der Verwaltungsrat befugt, den Sitz der Gesellschaft nach Maßgabe der in Luxemburg geltenden Rechtsvorschriften vorübergehend in einen anderen Staat zu verlegen und die Verlegung ausländischen Behörden oder anderen zur Kenntnis zu bringen. Die Nationalität der Gesellschaft bleibt, unbeeinflusst von einer derartigen vorübergehenden Sitzverlegung, luxemburgisch. Solcher Beschluss wird Dritten durch eines der zur täglichen Geschäftsführung beauftragten Organe der Gesellschaft zu Kenntnis gebracht.

Art. 3. Dauer der Gesellschaft. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft. Gegenstand der Gesellschaft ist in Luxemburg wie im Ausland:

a) das Erwerben, Besitzen, Verwalten, Leiten und Betreiben in Form von Verpachtung, Vermietung oder in anderer Form des Gebäudes genannt "Strassen Business Center" gelegen in Strassen, 7, rue des Primeurs, auf dem im Kataster

der Gemeinde Strassen eingetragenen Grundstück, Sektion B der Wälder, Ort genannt "auf Watlicht", Nummer 43/3399, groß 31 Ar 43 Zentiar (jauch Vermögensgegenstand oder Immobilie genannt);

b) die Erschließung des Gebäudes, insbesondere durch Einrichtungen, Ausbauverbesserungen, Bauten für alle Nutzungsarten;

c) die mit dem Gegenstand teilweise oder vollständig direkt oder indirekt zusammenhängenden Tätigkeiten auf dem Finanz-, Mobilien- und Immobiliensektor sowie Tätigkeiten in den genannten Bereichen, durch welche die Erfüllung des Gegenstandes erleichtert oder vorangetrieben wird;

d) und allgemein alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit dem Gegenstand der Gesellschaft zusammenhängen.

Solange AXA Investment Managers Deutschland GmbH (AXA IM) Gesellschafter der Gesellschaft ist, ist die Gesellschaft beschränkt auf solche Tätigkeiten, welche eine Kapitalanlagegesellschaft i.S.d. Investmentgesetzes (InvG) für das Sondervermögen nach Maßgabe des deutschen Investmentgesetzes und der Rundschreiben und Entscheidungen der Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) ausüben darf. Die Gesellschaft darf nur die folgenden Vermögensgegenstände oder Immobilien erwerben:

a) Mietwohngrundstücke, Geschäftsgrundstücke und gemischt genutzte Grundstücke;

b) Grundstücke im Zustand der Bebauung, wenn die genehmigte Bauplanung den in lit. a) genannten Voraussetzungen entspricht und nach den Umständen mit einem Abschluss der Bebauung in angemessener Zeit zu rechnen ist und wenn die Aufwendungen für die Grundstücke, dem Umfang der Beteiligung des Gesellschafters AXA IM entsprechend, insgesamt 20% des Wertes des Sondervermögens, für dessen Rechnung der Gesellschafter AXA IM die Beteiligung hält, nicht überschreiten;

c) Unbebaute Grundstücke, die für eine alsbaldige, eigene Bebauung nach Maßgabe der lit. a) bestimmt und geeignet sind, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr, dem Umfang der Beteiligung des Gesellschafters AXA IM für Rechnung des Sondervermögens entsprechender, Wert zusammen mit dem Wert der bereits in dem Sondervermögen, für dessen Rechnung der Gesellschafter AXA IM die Beteiligung hält, befindlichen unbebauten Grundstücken 20% des Wertes des Sondervermögens, für dessen Rechnung die Beteiligung durch den Gesellschafter AXA IM gehalten wird, nicht übersteigt;

d) Erbbaurechte unter den Voraussetzungen der lit. a) - c);

e) andere Grundstücke und andere Erbbaurechte sowie Rechte in Form des Wohnungseigentums, Teileigentums, Wohnungserbbaurechts und Teilerbbaurechts, wenn die Vermögensgegenstände einen dauernden Ertrag erwarten lassen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert zusammen mit dem Wert der bereits in dem Sondervermögen befindlichen Grundstücke und Rechte gleicher Art 15% des Werts des Sondervermögens nicht übersteigt;

f) Gegenstände, die zur Bewirtschaftung der Vermögensgegenstände des Sondervermögens erforderlich sind. Die Gesellschaft darf nicht mehr als drei Vermögensgegenstände halten.

Die Gesellschaft darf Immobilien nur erwerben, wenn der dem Umfang der Beteiligung entsprechende Wert der Immobilie 15% des Wertes des von der AXA IM als Kapitalanlagegesellschaft aufgelegten Sondervermögens für dessen Rechnung eine Beteiligung an der Gesellschaft gehalten wird, nicht übersteigt. Als Immobilie im Sinne des vorangehenden Satzes ist auch eine aus mehreren Immobilien bestehende wirtschaftliche Einheit anzusehen.

Die Gesellschaft ist, solange AXA IM an ihr beteiligt ist und die Beteiligung für ein Immobiliensondervermögen hält, nur unter Beachtung der Voraussetzungen des Investmentgesetzes berechtigt, Kredite bzw. Darlehen aufzunehmen sowie Sicherheiten für die Darlehen in Form von grundpfandrechtlichen Sicherheiten sowie die Abtretung und Belastung von Forderungen aus Rechtsverhältnissen, die sich auf Immobilien beziehen, zu bestellen.

Im Falle einer Erwerbung die unter die Kriterien des Artikels 68, Paragraph 5 des Investmentgesetzes vom 15. Dezember 2003 (in der heute gültigen Fassung) fällt, muss ein unabhängiger Experte im Sinne von Artikel 77, Paragraph 2, den Wert dieser Erwerbung vorab einschätzen.

II. Kapital der Gesellschaft

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf EUR 32.305,77 (zwei und dreissig tausend drei hundert und fünf Euro und sieben und siebzig Cent) und ist in 3.230,577 (drei Millionen zwei hundert dreissig tausend fünf hundert und sieben und siebzig) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) eingeteilt.

Das gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden durch Beschluss der Generalversammlung, der unter den für eine Satzungsänderung vorgeschriebenen Anwesenheits- und Mehrheitsbedingungen getroffen wird.

Die Gesellschaft kann ihre Aktien mittels ihrer freien Rücklagen zurückkaufen, unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 49-2 u. ff. des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden auf dem alle Emissionsaufgelder, die auf eine Aktie eingezahlt werden, verbucht werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann zur Zahlung von Aktien, die die Gesellschaft von ihrem(n) Aktionär(en) zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an den/die Aktionär(e) in Form von Dividenden oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage bereitzustellen, verwendet werden.

Art. 6. Vorzugsrecht. Im Falle der Ausgabe neuer Aktien gegen Bar- oder Scheinlagen oder nach Umwandlung von freien Rücklagen in Aktienkapital, sowie im Falle der Ausgabe von Genussrechten haben die Aktionäre ein Vorzugsrecht

auf Zuteilung eines ihrem Anteil an dem bisherigen Aktienkapital entsprechenden Teiles der neuen Aktien oder Genussrechte, sofern nicht ein entgegenstehender Beschluss der Generalversammlung vorliegt. Dieses Recht wird bezüglich der Form, der Frist und der Bedingungen so ausgeübt, wie es von der Generalversammlung beschlossen worden ist.

Art. 7. Aktien. Sämtliche Aktien lauten auf den Namen. Anstelle von Urkunden über einzelne Aktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgegeben werden.

Am Sitz der Gesellschaft wird über die Namensaktien ein Register geführt, in das die genaue Bezeichnung des Aktionärs, die Zahl seiner Aktien und die Übertragung mit deren Datum eingetragen wird. Die Umwandlung von Namens- in Inhaberaktien ist ausgeschlossen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Falls eine Aktie das Eigentum von mehreren Personen sein sollte, hat die Gesellschaft das Recht, jegliche Rechte, welche mit dieser Aktie verbunden sind, aufzuheben bis eine Person als einziger Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt worden ist. Die gleiche Regel gilt im Fall eines Konflikts zwischen einem Nießbrauchberechtigten und einem Eigentümer oder zwischen einem Pfandgläubiger und seinem Schuldner.

Art. 8. Übertragung der Aktien. Die Übertragung der Aktien erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister der Gesellschaft eingetragen wird. Eine solche Übertragungserklärung muss vom Übertragenden und vom Erwerber oder von Personen, die über eine geeignete Vollmacht verfügen, oder nach den Bestimmungen von Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches (Code civil) die Übertragung von Forderungen betreffend, unterschrieben werden.

III. Verwaltung und Aufsicht

Art. 9. Verwaltungsrat. Solange die Gesellschaft einen Alleinigen Aktionär hat, kann die Gesellschaft von einer einzigen Person als Verwaltungsrat geleitet werden, welcher kein Aktionär sein muss (der Alleinige Verwaltungsrat), wobei jedoch feststeht, dass, sobald die Gesellschaft über mindestens zwei Gesellschafter verfügt, die Gesellschafter zwei weitere Verwaltungsratsmitglieder bestellen müssen. Wenn die Gesellschaft mehr als einen Aktionär hat, wird sie von einem Verwaltungsrat geleitet, welcher aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen.

Der Alleinige Verwaltungsrat und die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt und dürfen wieder gewählt werden.

Wenn eine Rechtsperson als Verwaltungsratsmitglied benannt wurde (die Rechtsperson), muss die Rechtsperson eine natürliche Person als ständigen Vertreter (représentant permanent) benennen, welcher die Rechtsperson als Alleinigen Verwaltungsrat oder als Verwaltungsratsmitglied gemäß Artikel 51bis des Gesetzes von 1915 vertreten wird.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung gewählt. Die Generalversammlung wird auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihres Amtes festlegen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit, begründet oder unbegründet, durch einen Beschluss der Generalversammlung, von seinem Amt enthoben und ersetzt werden.

Die Amtszeit endet vorzeitig, wenn das Mitglied des Verwaltungsrates aus einem Amt ausscheidet, das für seine Bestellung maßgeblich war.

Im Falle einer Vakanz im Verwaltungsrat wegen eines Todesfalles, dem Ruhestand eines Mitglieds oder aus einem anderen Grund, können die verbleibenden Mitglieder per Mehrheitswahl ein neues Verwaltungsratsmitglied wählen, um die Stelle bis zur nächsten Generalversammlung zu besetzen. Im Falle wo keine Verwaltungsratsmitglieder verbleiben, müssen der oder die Kommissare umgehend eine Generalversammlung einberufen, um neue Verwaltungsratsmitglieder zu wählen.

Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat, oder je nachdem, der Alleinige Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte der Gesellschaft zu führen und die Gesellschaft uneingeschränkt gegenüber Dritten zu vertreten. Die Ausübung dieser Befugnisse erfolgt im Rahmen einer von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates einstimmig zu erlassenden Geschäftsordnung.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

Der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat kann eine Person als Geschäftsführer benennen (délégué à la gestion journalière), Aktionär oder nicht, Verwaltungsratsmitglied oder nicht, welche umfassende Vertretungsmacht hat, die Gesellschaft in allen Angelegenheiten zu vertreten, welche die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft betreffen, sowie alle Geschäfte im Rahmen der täglichen Geschäftsführung im Namen der Gesellschaft ausführen.

Der Verwaltungsrat, oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat ist auch befugt, eine Person zu benennen, Verwaltungsrat oder nicht, die auf jeder Ebene der Gesellschaft spezielle Aufgaben oder Aufträge erfüllen kann. Der Verwaltungsrat, oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat kann zudem sonstige Bevollmächtigte ernennen, wie es für die Geschäfte und die Verwaltung der Gesellschaft notwendig erscheint.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft nach außen. Im Rechtsverkehr wird die Gesellschaft grundsätzlich durch die gemeinsamen Unterschriften (1) zweier Verwaltungsratsmitglieder oder, falls der Verwaltungsrat entsprechende Delegationsbeschlüsse gefasst hat, eines Verwaltungsratsmitgliedes und eines Geschäftsführers oder Prokuristen, oder (2) im Falle eines Alleinigen Verwaltungsrates, durch die alleinige Unterschrift des Alleinigen Verwaltungsrates vertreten. Für genau bezeichnete Einzelgeschäfte wird die Gesellschaft auch durch die Einzelunterschriften solcher Personen, welchen durch Verwaltungsratsbeschluss bzw. Beschluss des Alleinigen Verwaltungsrates oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden, vertreten.

Solange AXA IM Gesellschafter der Gesellschaft ist bedürfen Verfügungen (einschließlich Belastungen) über zum Vermögen der Gesellschaft gehörende Vermögensgegenstände der Zustimmung der Depotbank Sal. Oppenheim jr. & Cie. KGaA in Köln (Deutschland).

Art. 11. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat muss einen Vorsitzenden (der Vorsitzende) unter seinen Mitgliedern ernennen. Der Vorsitzende wird bei jeder Verwaltungsratssitzung den Vorsitz haben. In seiner Abwesenheit können die anderen Verwaltungsratsmitglieder einen Vorsitzenden auf Zeit durch einfachen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder wählen, welcher bei der entsprechenden Versammlung den Vorsitz übernehmen wird.

Der Verwaltungsrat bestellt einen Schriftführer, welcher kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und welcher das Protokoll der Verwaltungsratssitzungen führen wird.

Der Vorsitzende erlässt unter Bekanntgabe des Ortes, der Zeit und der Tagesordnung die Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates, sooft die Angelegenheiten der Gesellschaft dies erfordern, sowie auf Antrag eines Mitgliedes.

Wenn die Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder vorliegt, kann auf ein Einberufungsverfahren verzichtet werden. Für Sitzungen, für die sowohl der Sitzungstermin als auch der Sitzungsort in einem früheren Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt wurden, bedarf es keiner gesonderten Einberufung.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates, das an der Teilnahme an einer Sitzung verhindert ist, kann ein anderes Mitglied schriftlich (per Brief, Telefax, Kabeltelegramm, Telegramm, Telex oder E-Mail) zu seiner Vertretung bevollmächtigen.

Die Geschäftsordnung kann vorsehen, dass jedes Mitglied des Verwaltungsrates an der Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln teilnehmen kann, vorausgesetzt (i) die Verwaltungsräte, welche an der Versammlung teilnehmen, können sich ausweisen, (ii) alle Personen, welche an der Versammlung teilnehmen, können einander hören und miteinander sprechen, (iii) die Versammlung wird ununterbrochen übertragen und (iv) die Verwaltungsräte können ordnungsgemäß beratschlagen; die Teilnahme an einer Versammlung mit Hilfe von solchen Mitteln gilt als persönliche Anwesenheit.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig sofern die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Ist die Beschlussfähigkeit auf Grund von eventuell bestehenden Interessenkonflikten nicht erreichbar, so können die nicht von dem Interessenkonflikt betroffenen Mitglieder nichtsdestotrotz gültig Beschlüsse fassen.

Die Beschlüsse werden mit einer Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst, wobei die Stimme des Vorsitzenden bei Stimmengleichheit den Ausschlag gibt. In der Geschäftsordnung kann für einzelne Beschlüsse eine andere Mehrheit vorgesehen werden.

Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder seines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Kabeltelegramm, Telegramm, Telex oder E-Mail.

Die Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates sind, unbeschadet des vorstehenden Absatzes, durch Protokolle zu beurkunden, die vom Vorsitzenden und vom Protokollführer zu unterzeichnen sind.

Die Beglaubigung von Auszügen erfolgt in der Regel durch den Vorsitzenden und den Protokollführer. Sie kann auch durch zwei beliebige Mitglieder vorgenommen werden.

Die vorstehenden Absätze entfallen, falls die Gesellschaft von einem Alleinigen Verwaltungsrat geführt wird. Die Beschlüsse des Alleinigen Verwaltungsrates werden schriftlich in einem Protokoll festgehalten, welches am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird. Das Protokoll der vom Alleinigen Verwaltungsrat gefassten Beschlüsse wird vom Alleinigen Verwaltungsrat unterschrieben.

Art. 12. Interessenkonflikte. Falls ein Verwaltungsratsmitglied ein persönliches, der Gesellschaft entgegen gesetztes Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, welches dem Verwaltungsrat zwecks Beratung und/oder Entscheidung vorgelegt wird, muss es den Verwaltungsrat davon unterrichten und darf an der Beratung und Entscheidung zu einem solchen Geschäft nicht teilnehmen. Dieses Geschäft, sowie das Interesse, das ein Verwaltungsratsmitglied daran hat, werden der nächsten Versammlung der Aktionäre zur Kenntnis gebracht. Dieser Abschnitt entfällt im Falle eines Alleinigen Verwaltungsrates.

Falls die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter zählt, werden die Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dem Verwaltungsratsmitglied, das ein persönliches, der Gesellschaft entgegen gesetztes Interesse an dem Geschäft hat, in einem Protokoll festgehalten.

Die beiden vorhergehenden Abschnitte gelten nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrates oder des Alleinigen Verwaltungsrates im Falle von Geschäften, die gemäß dem Fremdvergleichsgrundsatz erfolgen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Art. 13. Aufsicht der Gesellschaft. Mit der Aufsicht und der Kontrolle über die Tätigkeit der Gesellschaft wird ein Kommissar (Rechnungsprüfer oder unabhängiger Wirtschaftsprüfer), der nicht Gesellschafter zu sein braucht, betraut. Die Generalversammlung bestellt den Prüfer und legt dessen Amtszeit fest, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Die Generalversammlung kann den Prüfer jederzeit abberufen. Der Prüfer kann wieder gewählt werden.

IV. Generalversammlungen

Art. 14. Befugnisse der Generalversammlung. Die Generalversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Kommissars sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- b) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c) Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars;
- d) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses;
- e) Änderung der Satzung;
- f) Auflösung der Gesellschaft.

Solange AXA IM Gesellschafter die für eine Änderung der Satzung erforderliche Stimmen- und Kapitalmehrheit hat und ihre Gesellschafterstellung für Rechnung eines deutschen Immobilien-Sondervermögens hält, bedürfen Änderungen der Satzung sowie Verfügungen (einschließlich Belastungen) über zum Vermögen der Gesellschaft gehörende Vermögensgegenstände der Zustimmung der Depotbank Sal. Oppenheim jr. & Cie. KGaA in Köln (Deutschland).

Solange die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, übernimmt der alleinige Aktionär sämtliche Befugnisse, welche normalerweise die Generalversammlung innehat. Im Sinne dieser Satzung müssen von der Generalversammlung getroffene Entscheidungen oder ausgeübte Befugnisse als Entscheidungen oder Befugnisse vom Alleinigen Aktionär verstanden werden, wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat.

Entscheidungen des Alleinigen Aktionärs werden in einem Protokoll festgehalten.

Art. 15. Jährliche Generalversammlung der Aktionäre - andere Generalversammlungen. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich im Großherzogtum Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung bestimmten Ort der Gemeinde in der die Gesellschaft ihren Sitz hat, spätestens jedoch am 31. Mai um 10:00 Uhr statt.

Ist dieser Tag in einem Jahr ein gesetzlicher Feiertag oder ein Bankfeiertag, so gilt der nächste Bankarbeitstag als der Tag an dem die Generalversammlung spätestens stattfinden muss.

Ordentliche Generalversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, im Einberufungsschreiben angegebenen Ort, statt.

Außerordentliche Generalversammlungen werden an dem im Einberufungsschreiben bezeichneten Ort abgehalten.

Art. 16. Einberufung. Die Generalversammlungen werden durch Einschreibebriefe an alle Namensgesellschafter einberufen. Die Einberufungsfrist beträgt mindestens acht Kalendertage.

Sie muss innerhalb eines Monats einberufen werden, falls Gesellschafter, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, den Verwaltungsrat oder den Kommissar hierzu durch ein schriftliches Gesuch unter Angabe der Tagesordnung auffordern.

Sind alle Aktionäre anwesend oder vertreten und verzichten auf das Einberufungsverfahren, so kann die Generalversammlung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Die Tagesordnung der Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat festgelegt. Aktionäre, die zusammen mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, können vor der Einberufung der Generalversammlung die Aufnahme einzelner Punkte auf die Tagesordnung verlangen.

Art. 17. Generalversammlungen. Vorsitzender der Generalversammlung ist der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder, bei seiner Verhinderung, ein stellvertretender Vorsitzender, ein sonstiges Mitglied des Verwaltungsrates oder eine sonst von der Generalversammlung bestimmte Person. Der Vorsitzende ernennt einen Schriftführer und die Aktionäre wählen einen Stimmenprüfer.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich aufgrund privatschriftlicher Vollmacht durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten vertreten lassen.

Für die Berechnung der Anwesenheits- und Mehrheitsbedingungen gelten die Aktionäre, die an der Generalversammlung per Videokonferenzschaltung oder ähnlichen Telekommunikationsmitteln, die die Feststellung der Identität der Teilnehmer erlauben als anwesend. Diese Telekommunikationsmittel müssen über technische Eigenschaften verfügen, die eine effektive Teilnahme an der Generalversammlung sicherstellen. Die Generalversammlung muss ununterbrochen übertragen werden.

Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Zur Beschlussfähigkeit der Versammlung der Aktionäre besteht keine Mindestanwesenheitspflicht der ausgegebenen Aktien. Bei Beschlüssen hinsichtlich von Satzungsänderungen der Gesellschaft sind jedoch die in Artikel 67-1 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorhergesenen Beschlussfähigkeitsbestimmungen zu beachten.

Soweit vom Gesetz nichts anderes bestimmt wird, werden die auf ordnungsgemäß einberufenen Versammlungen der Aktionäre gefassten Beschlüsse durch eine Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und an der Abstimmung teilnehmenden Aktien genehmigt.

Änderungen an der Satzung der Gesellschaft können nur mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien beschlossen werden.

Über die Verhandlungen und Beschlüsse der Generalversammlungen werden Protokolle geführt, die von den jeweiligen Vorsitzenden, Schriftführer und Stimmenprüfer unterzeichnet werden, sowie von den Aktionären, die dies wünschen.

Falls die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter zählt, werden dessen Beschlüsse in einem Protokoll festgehalten.

Beglaubigte Kopien oder Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder von einem seiner Stellvertreter bzw. von zwei beliebigen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet.

V. Geschäftsjahr, Jahresabschluss und Verwendung des Jahresergebnisses

Art. 18. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 19. Jahresabschluss. Am Ende jedes Geschäftsjahrs erstellt der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat ein Verzeichnis sämtlicher Vermögenswerte, Forderungen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat erstellt die Bilanz, sowie die Gewinn- und Verlustrechnung, unter Bildung der erforderlichen Rückstellungen.

Spätestens einen Monat vor der jährlichen Generalversammlung legt der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Alleinige Verwaltungsrat die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung zusammen mit seinem Bericht dem Kommissar vor, der seinerseits der Generalversammlung Bericht erstattet und Vorschläge unterbreitet.

Spätestens 15 (fünfzehn) Tage vor der jährlichen Generalversammlung werden die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, sowie die Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars zusammen mit allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden am Gesellschaftssitz der Gesellschaft hinterlegt, wo sie den Aktionären zu den üblichen Geschäftszeiten zwecks Inspektion zur Verfügung stehen.

Sofern die Gesellschaft AXA IM Gesellschafter der Gesellschaft ist, reicht die Gesellschaft zusätzlich jeden Monat Vermögensaufstellungen bei der Gesellschaft AXA IM und der Depotbank Sal. Oppenheim jr. & Cie. KGaA in Köln (Deutschland) ein und lässt diese Vermögensaufstellungen einmal jährlich anhand des von einem Abschlussprüfer mit einem Bestätigungsvermerk versehenen Jahresabschlusses der Gesellschaft prüfen.

Art. 20. Verwendung der Gewinne. Fünf Prozent des in dem Geschäftsjahr erzielten Reingewinnes sind zur Bildung der gesetzlichen Rücklage (*réserve légale*) zu verwenden. Diese Zuweisung ist nicht mehr nötig, sobald die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Kapitals der Gesellschaft, wie es in der Satzung angegeben ist, darstellt und eventuell gemäß Artikel 5 erhöht oder reduziert wurde, wird jedoch wieder nötig, sobald die Rücklage unter ein Zehntel fällt.

Über den verbleibenden Bilanzgewinn verfügt die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates. Sie kann entscheiden von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten, so wie es nach ihrem Ermessen am Besten mit dem Zweck und der Politik der Gesellschaft und dem abgeänderten Gesetze vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vereinbar ist.

Eine auszuschüttende Dividende gelangt an den vom Verwaltungsrat festgesetzten Stellen und Daten zur Auszahlung. Entnahmen der AXA DVI, Ausschüttungen an die AXA DVI, sowie ein etwaiger Liquidationserlös oder Auflösungserlös und sonstige der AXA DVI für Rechnung des Sondervermögens gezahlte Beträge sind durch die Gesellschaft unverzüglich auf ein von der AXA DVI zu benennendes Sperrkonto der AXA EVI bei der Depotbank einzuzahlen.

Unter Berücksichtigung der in dem abgeänderten Gesetze vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften enthaltenen Bedingungen wird der Verwaltungsrat ermächtigt, Zwischendividenden auszuzahlen.

VI. Auflösung und Liquidation

Art. 21. Auflösung und Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, zu welcher Zeit und aus welchem Grunde sie auch erfolgen möge, wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung bestellt werden. Die Generalversammlung bestimmt die Befugnisse des bzw. der Liquidatoren.

Wenn kein Liquidator bestellt wird, wird die Liquidation von den Mitgliedern des Verwaltungsrates durchgeführt.

VII. Allgemeine Bestimmung

Art. 22. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Punkte, die in dieser Satzung nicht oder nicht wirksam festgelegt sind, unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich der Änderungsgesetze.

Schedule 3 (Annexe 3) Interim accounts of the company as at 30 june 2013 including the proforma financial statements of the recipient companies (comptes intérimaires de la société comprenant les comptes pro-forma des sociétés bénéficiaires)

Zusammensetzung laut Finanzbuchhaltung				
	30.06.2013 €	Konto-bezeichnung	Konto-Nr.	Betrag €
Anlagevermögen				
Sachanlagen				
Grundstücke und				
Gebäude	75.682.408,51	Grundstückswert	85	12.398.150,00
		Geschäftsbauten	90	63.284.258,51
Umlaufvermögen				
Forderungen				
Sonstige Forderungen				
- davon mit einer				
Restlaufzeit				
bis zu einem Jahr	1.168.671,70	Sonstige Vermögensgegenstände	1500	213.262,21
		Forderung Steuerüberzahlung	aus 1540	119.820,00
			aus 1540	72.180,00
		Ust-Forderungen	1545	103.409,49
		Körperschaftsteuerrückforderung	aus 1549	400.000,00
			aus 1549	260.000,00
Kassenbestand,				
Guthaben				
bei Kreditinstituten	5.109.323,52	BIL IBAN LU86 0025 1717 3853 7400	1200	15.309,76
		BIL IBAN LU32 0020 1438 0124.6000	1201	886.787,22
		BIL IBAN LU35 0025 2717 3859 3700	1220	4.764,83
		BNP Paribas 09108371440 (Festgeld)	1230	4.202.461,71
Aktive				
Rechnungsabgrenzung . . .	<u>19.627,89</u>			<u>19.627,89</u>
Summe Aktiva	<u>81.980.031,62</u>			<u>81.980.031,62</u>

Zuordnung zu den beiden Immobilien

Espace €	SBCII €	Bemerkung
----------	---------	-----------

Anlagevermögen			
Sachanlagen			
Grundstücke und			
Gebäude	9.209.345,82	3.188.804,18	Aufteilung gemäß Anlagenbuchhaltung
	48.493.650,00	14.790.608,51	Aufteilung gemäß Anlagenbuchhaltung

Umlaufvermögen			
Forderungen			
Sonstige Forderungen			
- davon mit einer			
Restlaufzeit bis zu			Mietgarantie ATA wegen Vertrags

einem Jahr

	212.622,01	auflösung Dexia Bank
480,15	160,05	Zinsen Festgeldkonto BNP Paribas (75%/25%)
119.820,00	0,00	Gewerbesteuer-Vorauszahlung 2012
72.180,00	0,00	Gewerbesteuer-Vorauszahlung 2013 (100%/0%)
	41.611,62	
	41.611,62	Vorsteuer-Korrektur SBCII 2011
	21.476,04	Vorsteuer-Korrektur SBCII 2010
-199,37	-66,45	übrige VorSt/TVA 2012 (75%/25%)
1.429,73	476,58	übrige VorSt/TVA 2011 (75%/25%)
17,85	5,95	übrige VorSt/TVA 2009 (75%/25%)
-2.215,56	-738,52	Verrechnnung TVA-Bescheid 2008 (75%/25%)
400.000,00	0,00	Körperschaftsteuer-Vorauszahlung 2012
260.000,00	0,00	Körperschaftsteuer-Vorauszahlung 2013 (100%/0%)

Kassenbestand,

Guthaben

bei Kreditinstituten	11.482,32	3.827,44	75%/25%
	665.090,42	221.696,81	75%/25%
	3.573,62	1.191,21	75%/25%
	3.151.846,28	1.050.615,43	75%/25%

Aktive

Rechnungsabgrenzung	14.200,35	5.427,54	direkte Zuordnung
Summe Aktiva	62.400.701,61	19.579.330,01	

Kontrolle

62.400.701,61	Espace
19.579.330,01	SBCII
0,00	
81.980.031,62	gesamt
81.980.031,62	Bilanzsumme
0,00	Differenz

Bemerkung:

Folgende Zuordnungskriterien wurden angewandt:

1. Grund und Boden: direkte Zuordnung (Werte aus Anlagenbuchhaltung) Gebäudewert: direkte Zuordnung (Werte aus Anlagenbuchhaltung)
2. TVA/VorSt: zunächst direkte Zuordnung, hilfsweise 75% Espace / 25 % SBC II
3. Sonstige Vermögensgegenstände Konto 1500
- zunächst direkte Zuordnung, hilfsweise 75% Espace / 25 % SBCII
4. Aufteilung Vorauszahlungen Körperschaftsteuer und Gewerbesteuer 2012 entsprechend Zuordnung der großen Erlös- und Aufwandspositionen

	Espace	SBCII	
Mieterlöse	4.367.320,93 €	822.178,32 €	Fibu-Konto 8001
J. Abschreibung			
- handelsrechtlich	- 814.576,00 €	- 257.242,18 €	Fibu-Konto 4831
- Differenz steuerlich	- 111.427,00 €	- 61.748,30 €	Ermittlung gemäß steuerl. Abschreibungsspiegel
J. Nebenkosten		- 176.748,14 €	Fibu-Konto 4280 (ohne Aufwand nicht abzugsfähige Vorsteuer)
J. Unterhaltung	- 5.902,80 €	- 84.245,13 €	Fibu-Konto 4260 (ohne Aufwand nicht abzugsfähige Vorsteuer)
J. nabz. Vorsteuer	- 73.389,65 €	- 28.301,20 €	Fibu-Konto 4300
J. Maklerprovision	- 488.398,50 €		Fibu-Konto 4998 (ohne Aufwand nicht abzugsfähige Vorsteuer)
Vor Zinsen	2.873.626,98€	213.893,37 €	

nach Zinsen:

- steuerlicher Gewinn Ist allein Gebäude Espace zuzurechnen, daher KSt/GewSt allein Espace zuzurechnen.

5. Aufteilung Vorauszahlungen Körperschaftsteuer und Gewerbesteuer 2013

Nach vorzeitiger Tilgung der Darlehen und geringeren Unterhaltungskosten ist auch für SBCII ein moderater Gewinn zu erwarten für 1. HJ 2013 aber nahezu ausgeglichenes Ergebnis. Daher auch 100% VZ/kalk. Steuern Espace zugeordnet.

Zusammensetzung laut Finanzbuchhaltung

	30.06.2013 €	Konto-bezeichnung	Konto-nr.	Betrag €
Eigenkapital				
Gezeichnetes Kapital	126.000,00		800	126.000,00
Ausgabeagio	40.499.000,00		841	40.499.000,00
Rücklagen				
Kapitalrücklage	42.468.555,30		840	42.468.555,30
Gesetzliche Rücklage	60.889,89		846	60.889,89
Ergebnisvortrag	-3.407.227,70		2860	-3.407.227,70
Ergebnis des Geschäftsjahres	1.012.807,86			1.012.807,86
Rückstellungen				
Steuerrückstellungen	814.775,56	Steuer-RSt	955	556.775,56
		Steuer-RSt kalkulatorisch	956	258.000,00
Sonstige Rückstellungen	50.788,95	sonstige Rückstellung	970	26.933,90
		RSt für Abschluss u. Prüfung	977	23.855,05
Verbindlichkeiten				
Verbindlichkeiten aus Steuern und Sozialversicherung				
Verbindlichkeiten aus Steuern	143.612,05	Verb. Steuern	1736	3.504,92
		Abziehbare VorSt	1570	-10.193,66
		Abzieh. VorSt Art. 196	1578	-1.099,03
		Ust Art. 196	1769	1.234,85
		Umsatzsteuer	1770	428.686,26
		Ust-Vorauszahlung	1780	-278.521,29
Passive Rechnungsabgrenzung	210.829,71	passive RAP	990	210.829,71
Summe Passiva	81.980.031,62			81.980.031,62

Zuordnung zu den beiden immobilien

Espace € SBCII € Bemerkung

Eigenkapital			
Gezeichnetes Kapital	93.694,23	32.305,77	Aufteilung wie historische AK
Ausgabeagio	30.115.260,31	10.383.739,69	Aufteilung wie historische AK
Rücklagen			
Kapitalrücklage	31.579.831,54	10.888.723,76	Aufteilung wie historische AK
Gesetzliche Rücklage	45.278,03	15.611,86	Aufteilung wie historische AK
Ergebnisvortrag	-2.555.420,78	-851.806,93	75%/25%
Ergebnis des Geschäftsjahres	1.003.771,07	9.036,79	siehe Aufteilung GuV
Rückstellungen			
Steuerrückstellungen	556.775,56		RSt betrifft KSt/GewSt 2012
	258.000,00		100/0 betrifft KSt/GewSt 2013
Sonstige Rückstellungen	13.466,95	13.466,95	50/50
	11.927,53	11.927,53	50/50
Verbindlichkeiten			
Verbindlichkeiten aus Steuern und Sozialversicherung			
Verbindlichkeiten aus Steuern	1.752,46	1.752,46	50/50 Tantieme Steuer Mr. Kidd
	-7.645,25	-2.548,41	75/25
	-549,52	-549,51	50/50 (Rechnungen HuP für Fibu u.a.)
	617,43	617,42	50/50 (Rechnungen HuP für Fibu u.a.)
	333.812,86	94.873,40	Aufteilung siehe unten
	-217.089,76	-61.431,53	Aufteilung siehe unten
Passive Rechnungsabgrenzung	210.829,71	Miet-VZ III/2013 IGEFI	
		(Mieter Gebäude SBCII)	
Summe Passiva	61.233.482,67	20.746.548,96	

Zu Eigenkapital:

historische

	Espace €	SBCII €	gesamt €
AK			
- GruBo	9.209.345,82	3.188.804,18	12.398.150,00
- Gebäude	61.708.280,64	21.263.588,57	82.971.869,21
	<u>70.917.626,46</u>	<u>24.452.392,75</u>	<u>95.370.019,21</u>
%	74,36%	25,64%	100,00%
RBW			
	Espace	SBCII	gesamt
- GruBo	9.209.345,82	3.188.804,18	12.398.150,00
- Gebäude	48.493.650,00	14.790.608,51	63.284.258,51
	<u>57.702.995,82</u>	<u>17.979.412,69</u>	<u>75.682.408,51</u>
%	76,24%	23,76%	100,00%
Durchschn	75,30%	24,70%	100,00%
gerundet	75,00%	25,00%	

Zu Umsatzsteuer (Konto 1770)

	Miete Espace	Miete IGEFI	gesamt
	€	€	€
1. HJ2013	2.225.419,08	421.659,43	2.647.078,51
VZ III/2013		210.829,71	
	<u>2.225.419,08</u>	<u>632.489,14</u>	<u>2.857.908,22</u>

ergibt TVA:

15%	333.812,86	94.873,37	428.686,23
---------------	------------	-----------	------------

Zu Umsatzsteuer-Vorauszahlungen (Konto 1780)

erfasst sind die TVA-Vorauszahlungen für 01-04/2013

	IGEFI	gesamt
KPMG		
TVA 01/2013	55.635,48	
TVA 02/2013	55.635,48	
TVA 03/2013	55.635,48	
TVA 04/2013	55.635,48	
TVA I/2013		31.624,46
TVA II/2013		<u>31.624,46</u>
	<u>222.541,92</u>	<u>63.248,92</u>
		285.790,84
VorSteuer		-7.269,55
davon	75%	25%
	<u>-5.452,16</u>	<u>-1.817,39</u>
gesamt	<u>217.089,76</u>	<u>61.431,53</u>
Konto Bezeichnung	€	€
Erlöse		Espace €
Umsatzerlöse		

8001 Miete steuerpflichtig	2.647.078,51	2.225.419,08
--------------------------------------	--------------	--------------

sonstige Zinsen und ähnliche

Erträge

2650 Sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	11.61	8,71
2651 Zinsen Festgeld	1.837,09	1.377,82
	<u>2.648.927,21</u>	<u>2.226.805,61</u>

Aufwendungen

Abschreibungen

4831 Abschreibungen auf Gebäude Raumkosten	516.788,49	396.006,00
--	------------	------------

4280 Sonstige Raumkosten	63.551,12
------------------------------------	-----------

Versicherungen, Beiträge und Abgaben

4360 Versicherungen	200,00
-------------------------------	--------

verschiedene betriebliche

Kosten

142067

4300 Nicht abziehbare Vorsteuer	10.944,00	782,12
4900 Sonstige betriebliche Aufwendungen	1.000,00	500,00
4910 Porto	67,35	33,68
4950 Rechts- und Beratungskosten	31.663,98	18.636,03
4951 Tantieme Mr. Kidd	6.250,00	3.125,00
4955 Buchführungskosten	3.746,70	1.873,35
4957 Abschluss- und Prüfungskosten	8.400,00	4.200,00
4970 Nebenkosten des Geldverkehrs	184,26	92,13
4997 Verwaltungskosten	46.763,41	109.019,70
Zinsen und ähnliche Aufwendungen		
2120 Zinsaufwendungen f.lfr.Verbindlichkeit.....	87.891,67	65.918,75
2121 vorfälligkeitentschädigung	600.606,37	688.498,04
Steuern vom Einkommen und vom Ertrag		
2205 KSt/GewSt Kalkulatorisch	268.000,00	258.000,00
2211 Vermögenssteuer	62,00	258.062,00
		31,00
		<u>1.636.119,35</u>
Jahresergebnis		1.223.034,54
		<u>1.012.807,86</u>
		1.003.771,07
Konto Bezeichnung	SBCII €	Bemerkung
Erlöse		
Umsatzerlöse		
8001 Miete steuerpflichtig	421.659,43	direkte Zuordnung
sonstige Zinsen und ähnliche		
Erträge		
2650 Sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	2,90	75%/25% (wie Aufteilung Bankguthaben)
2651 Zinsen Festgeld	<u>459,27</u>	75%/25% (wie Aufteilung Bankguthaben)
		422.121,60
Aufwendungen		
Abschreibungen		
4831 Abschreibungen auf Gebäude Raumkosten	120.782,49	direkte Zuordnung
4280 Sonstige Raumkosten	63.551,12	direkte Zuordnung
Versicherungen, Beiträge		
und Abgaben		
4360 Versicherungen	200,00	direkte Zuordnung
verschiedene betriebliche		
Kosten		
4300 Nicht abziehbare Vorsteuer	10.161,88	direkte Zuordnung
4900 Sonstige betrieblich Aufwendungen	500,00	50%/50%
4910 Porto	33,67	50%/50%
4950 Rechts- und Beratungskosten	13.027,96	wie folgt: 12.081,93 allgemein (50%/50%) 6.986,99 Bewertung SBCII 12.595,06 Bewertung Espace
4951 Tantieme Mr. Kidd	3.125,00	50%/50%
4955 Buchführungskosten	1.873,35	50%/50%
4957 Abschluss- und Prüfungskosten	4.200,00	50%/50%
4970 Nebenkosten des Geldverkehrs	92,13	50%/50%
4997 Verwaltungskosten	23.381,71	50%/50%
Zinsen und ähnliche		
Aufwendungen		
2120 Zinsaufwendungen f.lfr.Verbindlichkeit.....	21.972,92	75%/25%
2121 vorfälligkeitentschädigung	150.151,59	75%/25%
Steuern vom Einkommen und vom Ertrag		
2205 KSt/GewSt Kalkulatorisch	0,00	100%/0%

142068

2211 Vermögenssteuer	31,00	50%/50%
	<u>413.084,81</u>	
Jahresergebnis	9.036,79	

Référence de publication: 2013159852/1361.

(130196373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

CEP III First Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 179.994.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Maître Léonie GRETHERN

Notaire

Référence de publication: 2013148568/12.

(130181571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Duferco International Trading Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 51.469.

—
EXTRAIT

Comme décidé dans l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 octobre 2013, la Société prend acte de la démission de Monsieur Paolo Foti, Administrateur de Catégorie A et Vice-Président avec effet au 18 octobre 2013.

La Société prend également acte de la nomination de Monsieur Matthew De Morgan, Administrateur de Catégorie A, né le 15/05/1970 à Guildford (UK) et situé au 7, Via Gerso, CH-6900 Lugano, avec effet au 18 octobre 2013 et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2018. Ce dernier restera également délégué à la gestion journalière en tant que Chef de la Direction (Chief Executive Officer) pour une durée indéterminée avec pouvoir de signature conjointe avec un Administrateur de Catégorie A ou B, ou tout autre délégué à la gestion journalière.

La Société prend également acte de la nomination en tant que délégués à la gestion journalière avec effet au 18 octobre 2013 et ce pour une durée indéterminée de:

- Monsieur Roger Hughes, Dirigeant responsable de la gestion des risques (Head of Risk Management), né le 08/03/1968 à Ormskirk (UK) et situé au 88, Via E. Maraini, CH-6942 Savosa, avec pouvoir de signature conjointe avec un Administrateur de Catégorie A;

- Monsieur Thomas Patrick, Dirigeant responsable du financement du trading (Head of Trade Finance), né le 13/09/1957 à Langnau im Emmental (Suisse) et situé au 6, Via ai Ronchetti, CH-6964 Davesco-Soragno, avec pouvoir de signature conjointe avec un Administrateur de Catégorie A;

- Monsieur Giuseppe Venturato, Dirigeant responsable de l'administration du trading (Head of Trade Administration), né le 06/01/1966 à Lugano (Suisse) et situé à 1, Strada dar Pian, CH-6945 Origlio, avec pouvoir de signature conjointe avec un Administrateur de Catégorie A;

- Monsieur Paolo Foti, Dirigeant responsable de l'administration du contrôle financier et de la consolidation du groupe (Group Financial Control Administration/Consolidation), né le 21/07/1955 à Genova (Italie) et situé professionnellement au 9, Via Bagutti, CH-6900 Lugano, avec pouvoir de signature conjointe avec un Administrateur de Catégorie A ou B, ou tout autre délégué à la gestion journalière.

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148609/31.

(130181514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Dominion Diamond (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 84.154.

Les comptes annuels au 31/01/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013148598/10.

(130181633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Designbureau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-2725 Luxembourg, 3, rue Nicolas van Werveke.

R.C.S. Luxembourg B 146.256.

L'an deux mille treize, le onze octobre.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Laurent DAUBACH, graphiste, né à Luxembourg, le 8 août 1969, demeurant à L-2511 Luxembourg, 82, boulevard Jules Salentiny.

2) Monsieur Viktor DICK, programmeur, né à Duschanbe (Tadschikistan), le 26 janvier 1976, demeurant à D-54295 Trier, im Avelortal 19.

Lesquels comparants, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée «Designbureau S.à r.l.», ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié, en date du 30 avril 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1175 du 16 septembre 2009,

ont déclaré se réunir en assemblée générale extraordinaire pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

- 1.- Mise en liquidation de la société Designbureau S.à r.l.
- 2.- Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
- 3.- Nomination d'un commissaire à la liquidation.
- 4.- Divers.

Ensuite les associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident la dissolution de la Société et prononcent sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

Les associés décident de nommer comme liquidateur:

Monsieur Viktor DICK, programmeur, né à Duschanbe (Tadschikistan), le 26 janvier 1976, demeurant à D-54295 Trier, im Avelortal 19;

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, priviléges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'ils fixera.

Troisième résolution

Les associés décident de nommer comme commissaire à la liquidation:

Monsieur Laurent DAUBACH, graphiste, né à Luxembourg, le 8 août 1969, demeurant à L-2511 Luxembourg, 82, boulevard Jules Salentiny.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec

Nous notaire le présent acte.

Signé: L. DAUBACH, V. DICK et H. HELLINCKX.

142070

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 octobre 2013. Relation: LAC/2013/47075. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148604/54.

(130182067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Ditco International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 121.746.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance tenu le 5 Octobre 2013

Le conseil a décidé de démissionner comme gérant avec effet immédiat Monsieur Pantekoek Eduard, né 24/08/1950

Le conseil a décidé de nommer comme gérant avec effet immédiat

Monsieur van de Pas Adrian né 07 juin 1939 a Amsterdam directeur, et résident raadhuisstraat 32 NL-1121 XD Landsweer Pays Bas

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013148597/13.

(130182111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Discovery Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 177.720.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148596/10.

(130181811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

CIP - it works, Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 50.283.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement le 9 août 2013 à Niederanven.

L'assemblée a nommé:

- Statera Audit S.à r.l., 28, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises pour une durée d'un an, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

- Monsieur Patrick Jost, demeurant professionnellement à Zone Industrielle Bombicht, B.P. 54, L-6905 Niederanven, en tant qu'administrateur délégué à la gestion journalière pour une durée de six ans (exercices de 2012 à 2017 inclus), son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2017.

- Monsieur Paul Jost, demeurant au 210, rue d'Itzig, L-1815 Luxembourg, en tant qu'administrateur délégué à la gestion journalière pour une durée de six ans (exercices de 2012 à 2017 Inclus), son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, le 9 août 2013.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013148577/21.

(130181602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Lettershop Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 50.283.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement le 19 juillet 2012 à Niederanven.

L'assemblée a nommé:

- Statera Audit S.à r.l., 28, rue Henri VII, L-1725 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises pour une durée de deux ans (exercices 2011 et 2012), son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012.
- Monsieur Patrick Jost, demeurant professionnellement à Zone Industrielle Bombicht, B.P. 54, L-6905 Niederanven, en tant qu'administrateur délégué pour une durée de six ans, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2017.
- Monsieur Paul Jost, demeurant au 210, rue d'Itzig, L-1815 Luxembourg, en tant qu'administrateur pour une durée de six ans, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2017.

Le mandat de:

- Monsieur Mark Evenepoel, demeurant professionnellement au 55, rue de Luxembourg, L-8077 Bertrange, en tant qu'administrateur prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, le 19 juillet 2012.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013148576/26.

(130181602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

CP Realty II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 109.864.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Capital Park Associates S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B118024, a son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

- Patron Capital, L.P. II, une limited partnership représentée par son general partner Patron Capital G.P. II Limited, a partiellement libéré sa souscription lors de la constitution en date du 4 octobre 2013 de CP Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B180963, par l'apport des 400 parts sociales qu'elle détenait dans la Société.

En conséquence de quoi, à partir du 4 octobre 2013, les détenteurs des 500 parts sociales de la Société sont:

- CP Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B180963 et ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, détenant 400 parts sociales;

- Capital Park Associates S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B118024 et ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, détenant 100 parts sociales;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2013148590/28.

(130181774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Compagnie Financière an Muileann S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 163.105.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013148586/14.

(130181609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Cirius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 133.717.

Lors de l'assemblée générale du 17 septembre 2013 il a été décidé de renouveler le mandats des administrateurs et du commissaire, comme suit, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019:

Administrateurs:

- M. Romain Bontemps demeurant professionnellement 6, Place de Nancy à L-2212 Luxembourg,
- M. Ralph Bourgnon demeurant professionnellement 6, Place de Nancy à L-2212 Luxembourg,
- M. Ronald Weber demeurant professionnellement 6, Place de Nancy à L-2212 Luxembourg,

Commissaire:

- Compliance & Control, commissaire aux comptes, RCS B 172482, 6 Place de Nancy, L-2212 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2013148578/17.

(130181875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Chez Tim s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4771 Pétange, 7, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 136.332.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148574/10.

(130181893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Clownsvi B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 134.642.

Veuillez prendre note que Monsieur Christophe GAUL a désormais son adresse à L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour Clownsvi B.V.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013148553/13.

(130181780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

142073

Credit Suisse International Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 168.252.

Rectificatif du dépôt L130179659

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Octobre 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013148558/14.

(130181481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

CB Richard Ellis European Warehousing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 93.200,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 94.323.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 juin 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 790 du 28 juillet 2013.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CB Richard Ellis European Warehousing S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013148565/14.

(130181862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Capaldi Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 84.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013148562/10.

(130181756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Lettershop Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 50.283.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenu le 15 juillet 2010 à Niederanven.

Les administrateurs ont décidé la cessation du mandataire suivant:

Ratification de la nomination de la Société H.R.T. Révision S.à r.l., ayant son siège social à L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri, inscrite au R.C.S de Luxembourg sous le numéro B 51238, comme réviseur externe jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, le 15 juillet 2010.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013148575/16.

(130181602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

142074

CITC, Compagnie Internationale de Trading et Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 57, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 109.874.

Les comptes annuels au 31 octobre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148557/10.

(130181638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Cobois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1524 Luxembourg, 14, rue Michel Flammang.
R.C.S. Luxembourg B 93.720.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

COBOIS S.A.

Signature

Référence de publication: 2013148554/13.

(130181884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Café-Restaurant Bohey S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Doncols, Maison 7.
R.C.S. Luxembourg B 102.285.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO SA

Signature

Référence de publication: 2013148560/11.

(130181818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Sina International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 39.876.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 17 octobre 2013, le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

SINA INTERNATIONAL S.A. , avec siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ et liquidateur Maître Carmen RIMONDINI, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 8 novembre 2013 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Maître Carmen RIMONDINI

Le liquidateur

Référence de publication: 2013149407/20.

(130182655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2013.

142075

OT Luxco 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 162.950.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148254/10.

(130181094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

OT Luxco 4 Holding & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 162.957.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148253/10.

(130181093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

OT Luxco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 162.947.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148252/10.

(130181091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

OT Luxco 3 & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 162.949.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148251/10.

(130181090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Parkway International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 152.500,00.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 17, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 80.415.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 24 janvier 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 730 du 6 septembre 2001.

Les comptes annuels de la Société au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Parkway International S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013148258/14.

(130180970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pariter Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 26.951.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148266/9.

(130180647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pariter Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 26.951.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148267/9.

(130180987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pergam International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 112.929.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148270/9.

(130181352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pergam, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 109.010.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148269/9.

(130181356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pergam Properties, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 148.016.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148271/9.

(130181362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Or Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 172.381.

Les comptes annuels au 30/11/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148247/9.

(130180988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

142077

Pierri s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5971 Itzig, 21, rue de l'Orphelinat.
R.C.S. Luxembourg B 22.863.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148279/9.

(130181147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pronuphar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 66.417.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148293/9.

(130181278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Quatre Chênaux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 81.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148298/9.

(130180729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Roses Luxco SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.983.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148304/9.

(130180740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Peninsula International (Lux) Limited S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.948.

Rectificatif No. L130162693

Suite à une erreur matérielle, veuillez modifier les renseignements suivants:

- Nom et prénom du gérant A suivant:

Prénoms: Christobelle Yi Ching

Nom: Liao

Adresse du gérant A suivant:

8/F, St. George's Building, 2 Ice House Street, Central, Hong Kong

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF (Luxembourg) S.A

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2013148259/18.

(130181033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

142078

Pegefi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 165.446.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PEGEFI S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013148268/11.

(130180737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pergam Properties II A S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 171.186.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148272/10.

(130180633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pizzeria Girassol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 185, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 80.089.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148280/10.

(130180787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Pictet Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 63.573.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67477 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148278/10.

(130181075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Planète Communication, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11B, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 143.612.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013148281/13.

(130180867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

142079

Promark Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 47.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148292/10.

(130181151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Prophouse Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5442 Luxembourg, 2, rue du Coin.
R.C.S. Luxembourg B 91.827.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013148294/10.

(130181440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Quinlan Private ESPF Investments #2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 25.550,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 129.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148295/10.

(130181239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

QS Finance Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 109.345.

Les comptes annuels au 31 octobre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148296/10.

(130180801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Polytec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 43, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 34.454.

EXTRAIT

Changement d'adresse.

L'adresse du commissaire aux comptes a changé comme suite:

Premium Advisory Partners S.A. 13-15, Breedewues L-1259 Senningerberg

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Pour la société

Mandataire

Référence de publication: 2013148282/14.

(130180823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

142080

Rock-Equipment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 115.623.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148315/9.

(130181143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Rebrifi SPF S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 30.188.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148307/9.

(130180645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Saint Gervais Realty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 180.112.

- Il y lieu de prendre en considérant que le nom complet du Gérant unique est Monsieur Fabio RODRIGUEZ PEGAS

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013148321/9.

(130180656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Saintstone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 158.704.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148339/9.

(130180762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Clervaux Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.656.900,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 143.801.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148580/9.

(130181824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Colle Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4831 Rodange, 152, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 87.703.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148584/9.

(130182083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.